

Moins d'engagement, moins d'autonomisation?

La participation politique est à la traîne chez les jeunes d'Afrique

Par Rorisang Lekalake et E. Gyimah-Boadi

Synthèse de Politique No. 34, Afrobaromètre | Août 2016

Introduction

La Charte Africaine de la Jeunesse énonce les droits et responsabilités des jeunes citoyens, affirmant que « les jeunes sont des partenaires, des actifs et une condition préalable au développement durable et pour la paix et la prospérité de l'Afrique » (Union Africaine, 2006, p. 2).¹ L'Article 11 de la charte donne à chaque jeune citoyen « le droit de participer à toutes les sphères de la société » et demandent aux états d'encourager l'activisme des jeunes et d'assurer l'équité entre les sexes dans la représentation politique et la participation (p. 6).

Parmi les responsabilités, la charte cite la pleine participation à des devoirs civiques tels que le vote lors des élections et le bénévolat. L'Assemblée de l'Union Africaine (UA) a déclaré 2009-2018 la « Décennie de la Jeunesse Africaine » et a publié un plan d'action pour promouvoir l'autonomisation et le développement des jeunes à travers le continent, y compris en renforçant la représentation et la participation des jeunes citoyens dans les processus politiques (Union Africaine, 2011).

Les derniers résultats des enquêtes Afrobaromètre dans 36 pays révèlent un large fossé entre les aspirations énoncées dans le cadre de la politique de l'UA et la réalité de l'engagement politique des jeunes en Afrique. Les données montrent que les gouvernements africains et les partenaires au développement ont beaucoup à faire pour atteindre l'objectif de participation civique et politique chez les jeunes, en particulier les jeunes femmes.

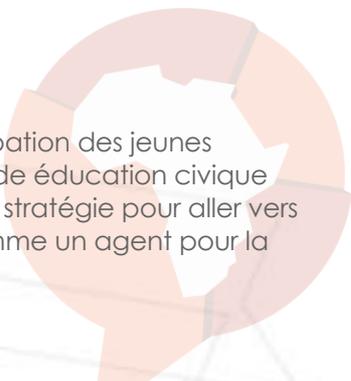
La jeunesse africaine (les 18-35 ans)² signale des taux inférieurs d'engagement politique à ceux de leurs aînés à travers une variété d'indicateurs, y compris le vote aux élections nationales. Les jeunes citoyens sont également moins susceptibles de se livrer à des activités civiques telles que la participation aux réunions de la communauté et de se joindre à d'autres pour soulever une question. Bien que ces résultats soient cohérents avec la recherche sur les différences d'âge dans le taux de participation dans les démocraties avancées (exemple: l'Institut International pour la Démocratie et l'Assistance Electorale, 1999; Norris, 2002), l'enquête révèle en outre que le niveau d'engagement des jeunes a diminué au fil du temps, malgré l'introduction des politiques nationales et régionales d'autonomisation des jeunes.

L'engagement politique des jeunes femmes est inférieur à celui de leurs homologues masculins au regard de tous les indicateurs de l'étude, bien que ces différences soient plus petites pour les niveaux de vote et la participation à des manifestations ou des marches de protestation. Les conclusions sur les disparités entre les sexes dans les niveaux d'engagement sont conformes aux résultats du round précédent des enquêtes Afrobaromètre (2011/2013), qui montrent que les femmes africaines sont généralement moins susceptibles que les hommes de participer aux processus politiques, malgré un large soutien pour l'égalité à travers l'Afrique (voir la publication Afrobaromètre No. 8, disponible sur <http://afrobarometer.org/fr/publications/pp8-le-soutien-pour-legalite-des-femmes-africaines-prend-de-lampleur-leducation-lemploi>).

La persistance des écarts entre les sexes, même chez les jeunes, est une preuve de la nécessité de beaucoup d'autres initiatives pour permettre aux jeunes femmes de renforcer leurs capacités et d'accroître leur participation – en particulier dans les pays d'Afrique de l'Ouest, qui relèvent les écarts les plus importants sur la plupart des indicateurs. Les femmes représentent moins d'un quart (23%) des représentants parlementaires en Afrique subsaharienne et une représentation encore plus faible dans les pays arabes (18%) (Union Interparlementaire, 2016). Stimuler leur représentation pour atteindre l'objectif de l'UA de la

¹ La Charte Africaine de la Jeunesse a été adoptée en juillet 2006 et est entrée en vigueur en août 2009. A partir du 1er juin 2016, 42 états membres de l'UA ont signé l'accord et 38 l'ont ratifiée (Union Africaine, 2016). Huit pays enquêtés par Afrobaromètre ne sont pas signataires de la charte: le Botswana, le Cap-Vert, le Gabon, le Malawi, l'Île Maurice, le Swaziland, l'Ouganda, et le Zimbabwe. Le Maroc n'est pas un état membre de l'Union africaine.

² Alors que l'UA définit officiellement le terme « jeune » par toute personne âgée de 15 à 35 ans (Union Africaine, 2006), les échantillons d'Afrobaromètre ne comprenant que les citoyens adultes, cette analyse se concentre sur les répondants âgés de 18 à 35 ans.



parité entre les sexes nécessite probablement d'augmenter la participation des jeunes femmes à des niveaux inférieurs du processus politique. Une plus grande éducation civique pour tous les jeunes, et en particulier les jeunes femmes, peut être une stratégie pour aller vers l'aspiration de l'UA d'une citoyenneté jeune et autonome qui agit comme un agent pour la prospérité, la paix, et le développement sur le continent.

Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq rounds d'enquêtes ont été menés entre 1999 et 2013, et les résultats du 6^{ème} round d'enquêtes (2014/2015) sont actuellement en cours de dissémination. Afrobaromètre mène des entretiens en face-à-face dans la langue de choix du répondant avec des échantillons représentatifs au niveau national qui donnent des résultats au niveau pays avec des marges d'erreur de +/-2% (pour les échantillons de 2.400) ou +/-3% (pour les échantillons de 1.200) à un niveau de confiance de 95%.

Les résultats du Round 6 sont basés sur presque 54.000 interviews réalisées dans 36 pays (voir Tableau A.1 en annexe pour obtenir une liste des pays et des dates d'enquête).

Résultats clés

- L'engagement politique est généralement plus faible chez les jeunes Africains que chez leurs aînés, en particulier en termes de vote. Les deux-tiers (65%) des 18 à 35 ans qui étaient assez vieux pour voter lors des dernières élections nationales disent qu'ils l'ont fait, par rapport à 79% des citoyens de plus de 35 ans.
- Plus de la moitié (53%) de la jeunesse affirment être « très » ou « plutôt » intéressée par les affaires publiques, tandis que les deux-tiers (67%) disent qu'ils discutent politique avec des amis ou en famille au moins « occasionnellement ». Par rapport à leurs homologues masculins, les jeunes femmes présentent beaucoup moins d'intérêt pour la question (48% contre 60%) et en discutent moins (61% contre 74%).
- La participation aux grands meetings de campagne est la forme la plus populaire de l'engagement pré-électoral chez les jeunes Africains: Un tiers (33%) disent qu'ils ont assisté à au moins un au cours de l'année précédente, comparativement à 37% des citoyens âgés. L'écart entre les sexes dans la participation à des rassemblements est d'une moyenne de 10 points de pourcentage.
- Les jeunes Africains sont moins susceptibles que leurs aînés de participer à des activités civiques: Moins de la moitié (47%) des 18 à 35 ans disent qu'ils ont assisté à des réunions communautaires au moins une fois au cours de l'année précédente, tandis que 40% ont rejoint d'autres pour soulever une question (contre 57% et 47% pour les personnes plus âgées). La participation des jeunes femmes est inférieure à celle de leurs pairs masculins sur ces mesures d'activisme civique (de 9 points de pourcentage, en moyenne), en particulier en Afrique de l'Ouest et en Afrique du Nord (à hauteur de 14 points de pourcentage dans les deux cas).
- Moins de la moitié (48%) des jeunes disent qu'ils ont contacté des dirigeants politiques ou communautaires au cours de l'année précédente pour discuter d'une question importante, avec des niveaux d'engagement inférieurs chez les jeunes femmes par rapport aux hommes (43% contre 53%).
- La participation des jeunes à des manifestations et à des marches de protestation est plus faible que dans d'autres formes plus conventionnelles d'engagement civique et politique: 11% des répondants disent qu'ils ont assisté à au moins une

manifestation pendant l'année précédente (contre 8% des personnes plus âgées). Encore une fois, les femmes signalent des niveaux de participation plus faibles que leurs homologues masculins (8% contre 13%).

- Au fil du temps, les comparaisons dans 16 pays montrent que les niveaux d'engagement des jeunes ont diminué depuis 2005/2006 pour la plupart de ces indicateurs, en particulier l'intérêt pour les affaires publiques et les mesures d'activisme civique (9 points de pourcentage pour les deux aspects).

Engagement politique et citoyen de la jeunesse africaine

36 pays | 2014/2015



Intérêt pour les affaires publiques

Discutent de questions politiques

Ont voté au cours de la dernière élection



Ont participé à un grand meeting de campagne électorale

Ont participé à une réunion de la communauté et/ou se sont unis à d'autres pour aborder un problème

Ont contacté une personnalité politique ou un leader communautaire



Ont participé à une manifestation ou une marche de protestation

Légende

- Jeunes (18-35 ans)
- Jeunes femmes (18-35 ans)
- Adultes (au moins 36 ans)

AFRO
BAROMÈTRE

Jeunesse et politique de développement en Afrique

La croissance démographique rapide et la réduction des taux de mortalité infantile en Afrique ont conduit à un grand nombre de jeunes par rapport à la population adulte (la « poussée de jeunesse »). En 2010, les 15 à 34 ans ont représenté plus d'un tiers (35,6%) de la population de l'Afrique (Union Africaine, 2015). La politique de l'UA en faveur du développement et de l'autonomisation de la jeunesse reflète les gains économiques que ce changement démographique rend possible. La trajectoire de développement de l'Asie de l'Est dans les années 1990 indique à cet effet que la croissance économique rapide couplée avec une grande population d'âge actif conduit à une croissance accélérée et à la prospérité (un « dividende démographique ») – si elle est bien gérée en offrant des possibilités d'emploi adéquates pour les jeunes (Canning, Raja, & Yazbeck, 2015).

À l'heure actuelle, cependant, le chômage des jeunes est un défi important dans la plupart des pays d'Afrique sub-saharienne et est à son plus haut niveau jamais enregistré en Afrique du Nord (Organisation Internationale du Travail, 2015). L'agenda 2063 de l'UA vise à éliminer « le chômage manifeste des jeunes » à l'horizon 2063 (Union Africaine, 2015, p. 160).

Les jeunes (18 à 35 ans) représentent plus de la moitié (54%) des répondants à l'enquête Afrobaromètre 2014/2015, avec des taux d'urbanisation, niveau de scolarité, et d'emploi variable (voir Tableau A.2 en annexe pour les profils démographiques des jeunes répondants par région).

L'engagement politique des jeunes en Afrique

Le plan d'action de la Décennie de la Jeunesse Africaine de l'UA définit « l'autonomisation des jeunes » comme étant la liberté ou la capacité à formuler et à agir sur leurs propres choix, plutôt que les désirs des autres: « Les jeunes ont le pouvoir quand ils se rendent compte qu'ils ont ou peuvent créer des choix dans la vie, sont conscients des implications de ces choix, prennent des décisions librement, prennent des mesures sur la base de ces décisions, et acceptent la responsabilité des conséquences de leurs actions » (Union Africaine, 2011, p. v.). Le document reconnaît la nécessité de rendre effective cette autonomisation en assurant la représentation des jeunes dans la formulation, la mise en œuvre, et le suivi des politiques de développement du gouvernement.

L'autonomisation requiert donc des jeunes Africains d'être engagés dans une série d'activités afin d'assurer leur pleine représentation dans le processus politique. Afrobaromètre mesure l'engagement citoyen dans une gamme de dimensions: la mesure dans laquelle ils sont intéressés et discutent de politique (« engagement cognitif »), leur participation aux élections et à des événements civiques ou communautaires, et leurs points de vue sur les diverses formes de protestation politique.

Les résultats du sondage montrent que les jeunes citoyens sont moins susceptibles de participer au processus politique que leurs aînés, sauf pour ce qui concerne les activités de protestation. Les jeunes femmes sont encore moins susceptibles d'être engagés dans le processus politique que leurs homologues masculins.

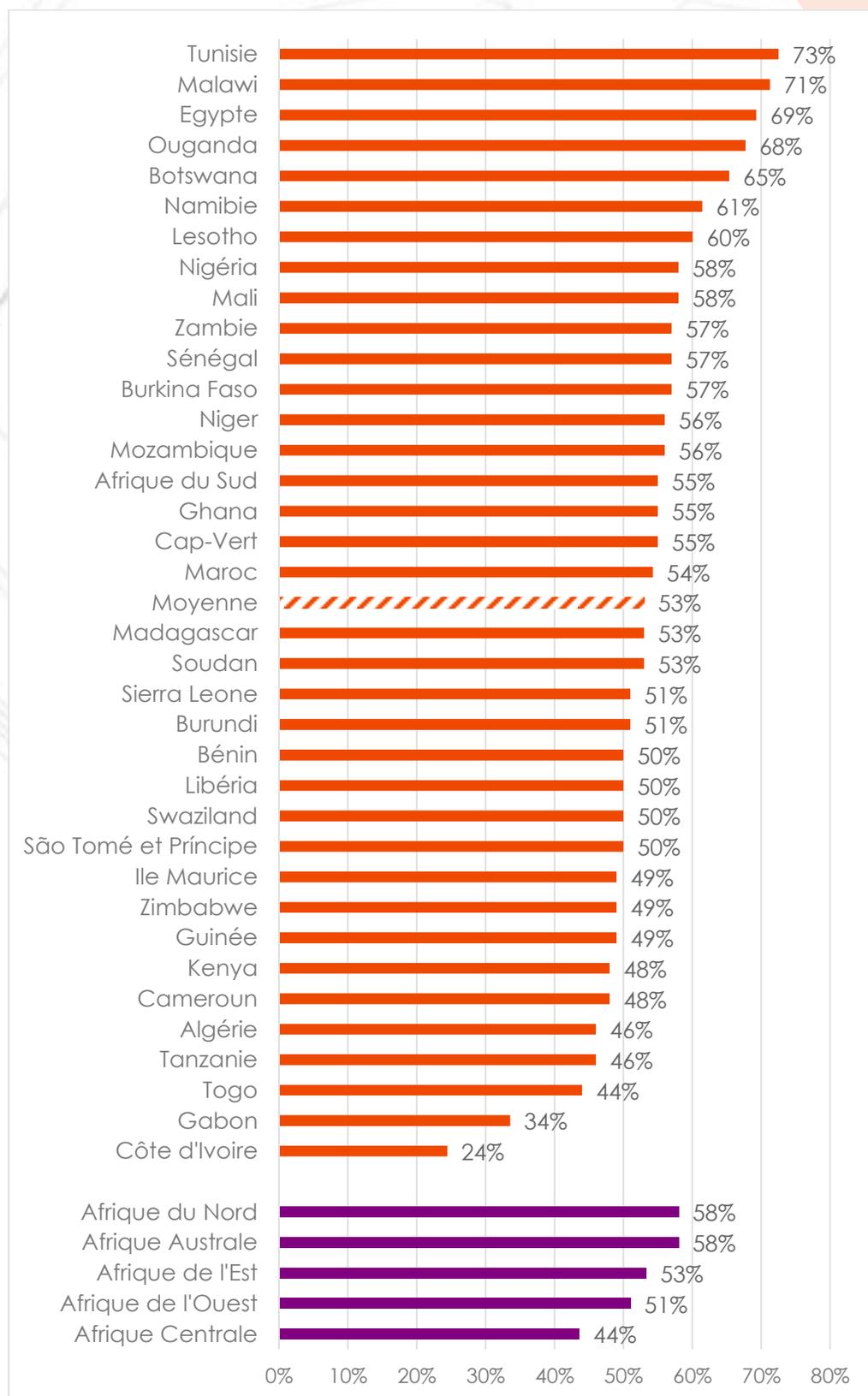
Intérêt et discussions autour de la politique

Dans une mesure sur la façon dont ils sont mentalement engagés dans le processus politique, la majorité des répondants de tous les âges se disent « très » ou « plutôt » intéressés par les affaires publiques et discutent « fréquemment » ou « occasionnellement » de questions politiques avec leurs familles et leurs amis. Les jeunes montrent légèrement moins d'intérêt que leurs pairs plus âgés (53% contre 58%) et ont le même niveau que ceux-ci pour ce qui concerne la discussion (67% pour les deux tranches d'âge) (voir Tableau A.3 en annexe pour les fréquences).

L'intérêt pour la politique varie considérablement selon les pays, de sept jeunes Tunisiens sur 10 (73%) et idem pour les Malawites (71%) à seulement un quart des jeunes Ivoiriens (24%) (Figure 1). Les jeunes de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Australe sont les plus susceptibles

de dire qu'elles sont au moins « quelque peu » intéressées (58%), suivies par celles de l'Afrique de l'Est (53%), l'Afrique de l'Ouest (51%), et l'Afrique Centrale (44%).

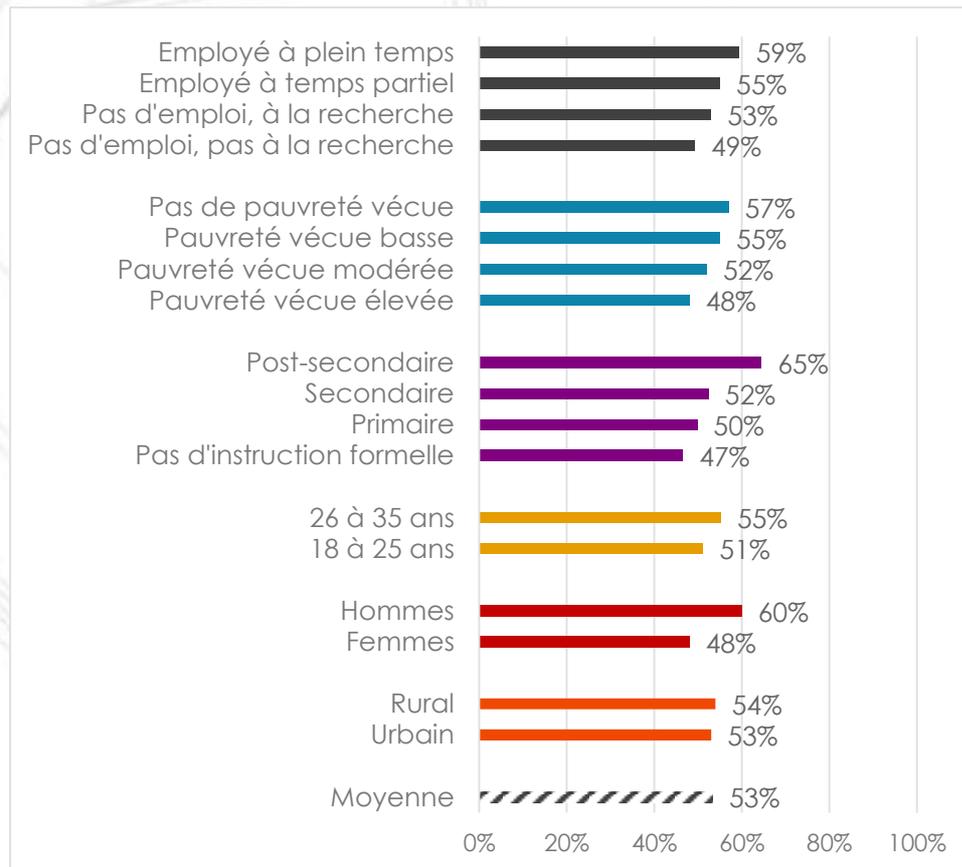
Figure 1: L'intérêt pour les affaires publiques | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



Question posée aux répondants: Comment décririez-vous votre intérêt pour les affaires publiques? (% « très intéressés » ou « plutôt intéressés »)

Les niveaux d'intérêt augmentent avec l'âge, l'éducation, et la sécurité matérielle telle que mesurée par l'Indice de Pauvreté Vécue d'Afrobaromètre (Figure 2).³ Les jeunes qui ne manquent jamais des premières nécessités de la vie (« pas de pauvreté vécue ») sont beaucoup plus susceptibles de déclarer être intéressés par les affaires publiques (57%) que ceux qui vivent avec la privation fréquente (« pauvreté vécue élevée ») (48%). En outre, les jeunes qui ont un emploi à temps plein sont le groupe le plus susceptible d'exprimer un intérêt dans les affaires publiques.⁴

Figure 2: L'intérêt pour les affaires publiques | selon le statut d'emploi, la pauvreté vécue, l'éducation, l'âge, le sexe et la résidence urbaine/rurale | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



Question posée aux répondants: Comment décririez-vous votre intérêt pour les affaires publiques? (% « très intéressés » ou « plutôt intéressés »)

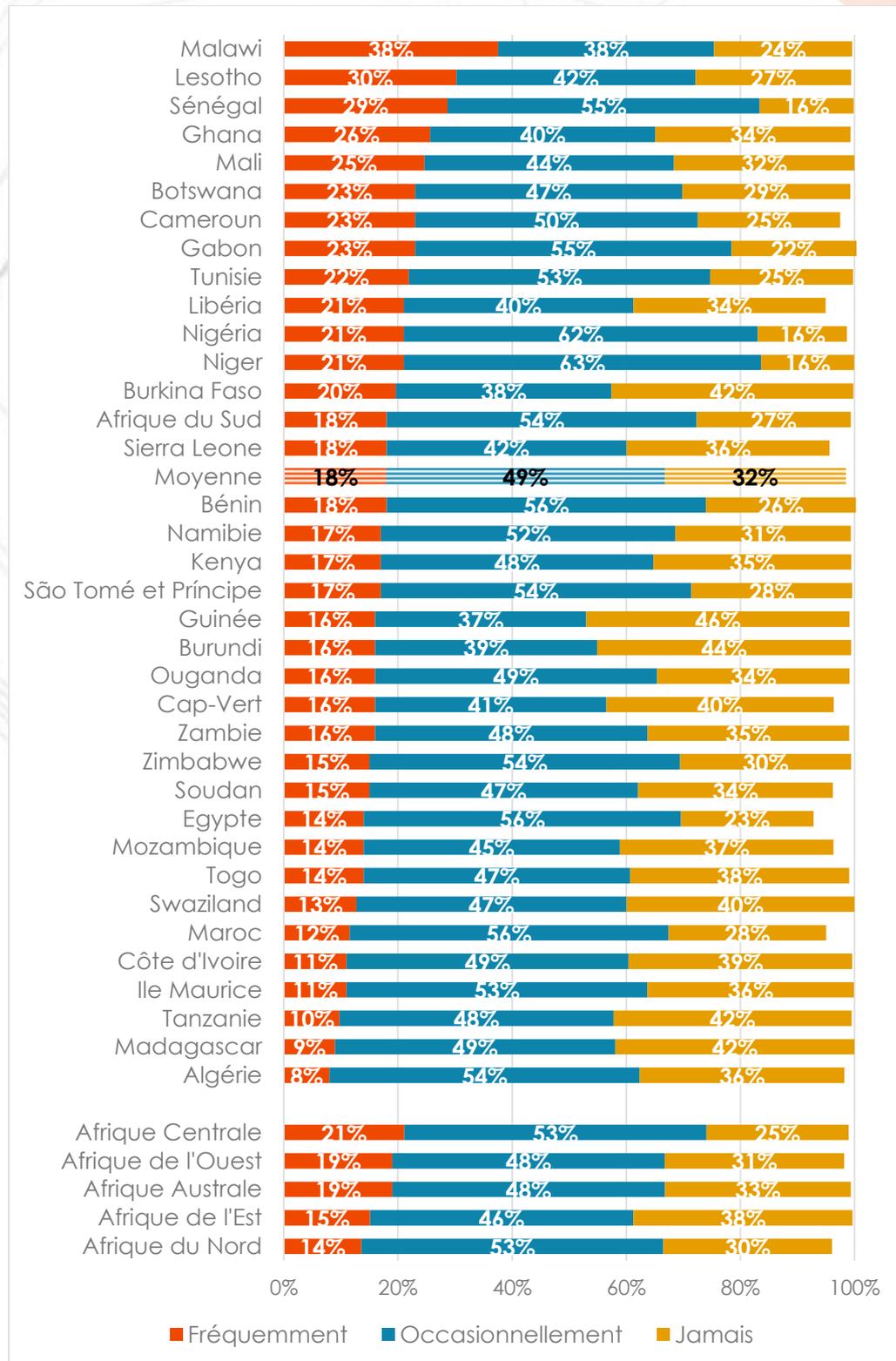
Les deux-tiers des jeunes Africains disent qu'ils discutent des questions politiques « occasionnellement » (49%) ou « fréquemment » (18%) avec des amis et la famille, tandis que 32% disent ne « jamais » le faire. Les niveaux signalés de fréquentes discussions autour de

³ L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en leur demandant à quelle fréquence ils ou les membres de leur famille sont demeurés sans assez de nourriture, assez d'eau potable, des médicaments ou un traitement médical, assez de carburant de cuisson, et un revenu de trésorerie au cours de l'année précédente. « Pas de pauvreté vécue » se réfère à un accès complet à toutes les cinq nécessités de base, tandis que « pauvreté vécue élevée » fait référence à des pénuries régulières de ces biens et services. (Pour plus d'informations sur l'IPV, voir la Synthèse de Politique Afrobaromètre No. 29, disponible sur www.afrobarometer.org).

⁴ Les étudiants représentent une proportion importante de jeunes qui disent qu'ils ne sont ni employés ni à la recherche d'un emploi (33%) ou à la recherche d'un emploi (21%) (voir Tableau A.5 en annexe pour les résultats complets).

la politique sont les plus élevés parmi les jeunes du Malawi (38%) et les plus faibles en Algérie (8%). Cependant, la Guinée a la plus forte proportion de jeunes qui ne discutent « jamais » de la politique dans leurs cercles intimes (46%) (Figure 3).

Figure 3: Discussion autour de la politique | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015

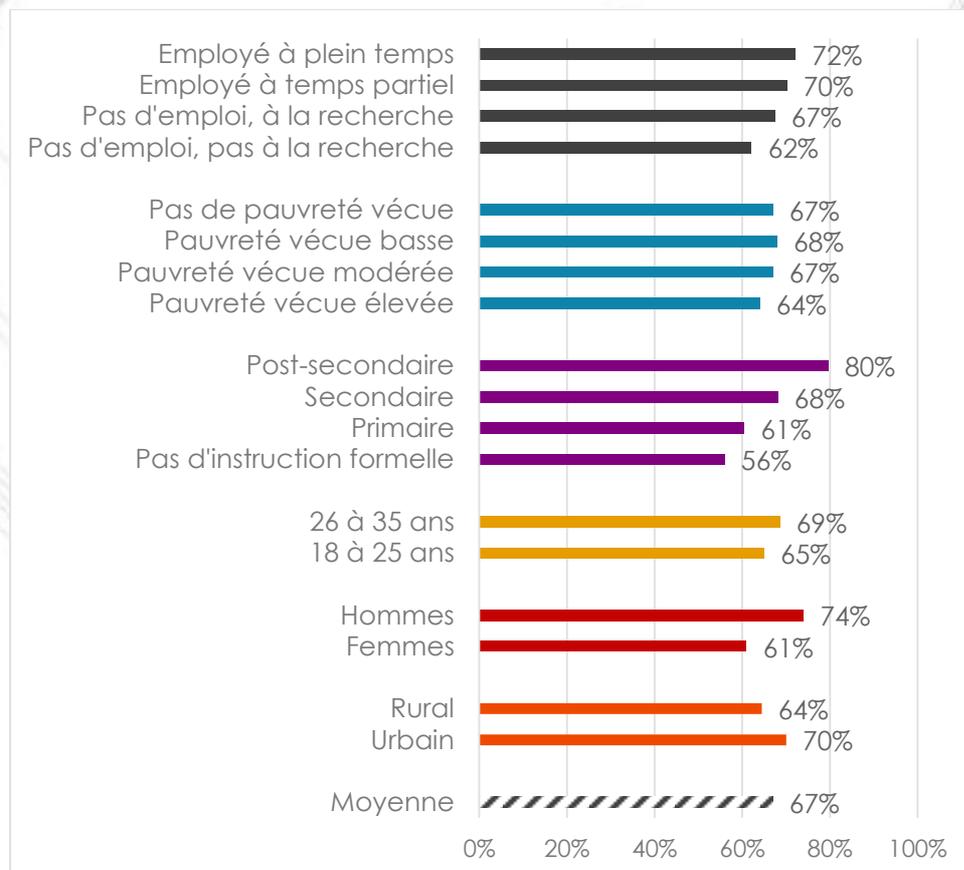


Question posée aux répondants: Lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille, diriez-vous que vous discutez de questions politiques fréquemment, occasionnellement, ou jamais?

Bien qu'il n'y ait pas de différence entre les niveaux de discussion des répondants âgés de 18 à 35 ans et ceux âgés d'au moins 36 ans, le sous-échantillon des jeunes montre des différences modestes par âge. Les plus jeunes répondants (âgés de 18 à 25 ans) sont légèrement moins susceptibles de discuter de la politique au moins « occasionnellement » que les personnes âgées de 26 à 35 ans (65% contre 69%). Le niveau de discussion chez les jeunes citoyens augmente avec le niveau d'instruction et de l'emploi (Figure 4).

Six jeunes femmes sur 10 (61%) discutent des questions politiques au moins occasionnellement, comparativement à environ trois-quarts (74%) des jeunes hommes – un écart qui est comparable à la différence entre les sexes dans les niveaux d'intérêt (12 points de pourcentage).

Figure 4: Discussion autour de la politique | selon le statut d'emploi, la pauvreté vécue, l'éducation, l'âge, le sexe, et la résidence urbaine/rurale | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015

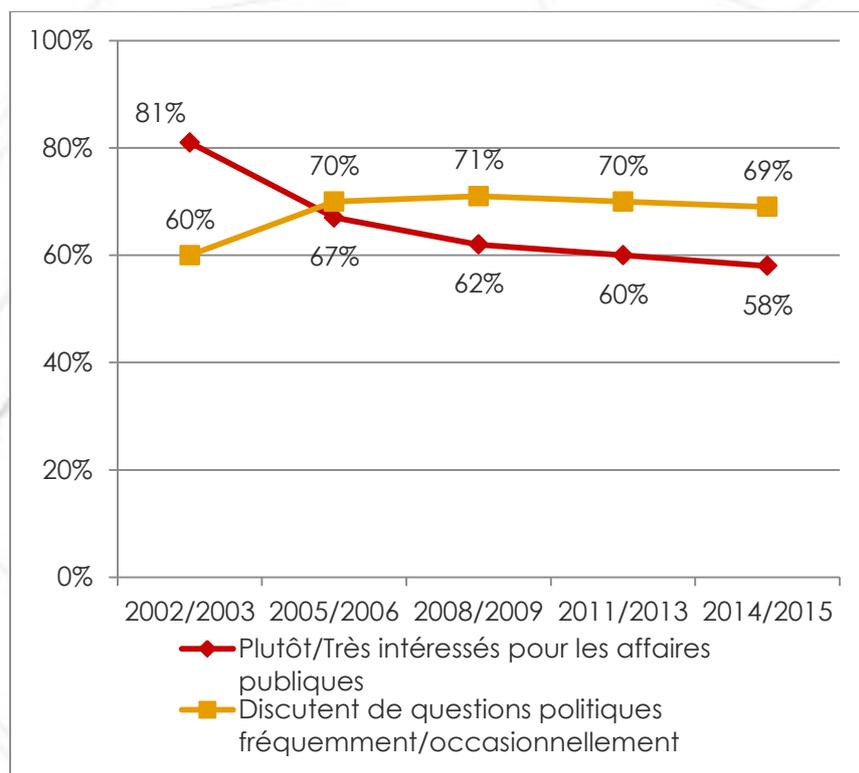


Question posée aux répondants: Lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille, diriez-vous que vous discutez de questions politiques fréquemment, occasionnellement, ou jamais? (% "fréquemment" ou "occasionnellement")

À travers 16 pays suivis depuis 2002/2003,⁵ l'intérêt des jeunes Africains dans les affaires publiques a progressivement diminué (de 81% en 2002/2003 à 58% en 2014/2015), tandis que la discussion autour de la politique a été stable au cours de la même période (Figure 5; voir Tableau A.4 en annexe pour détails). La baisse la plus importante dans le niveau d'intérêt entre 2002 et 2015 était en Tanzanie (de 38 points de pourcentage), le plus petit déclin en Malawi et en Mozambique (14 points pour les deux cas).

⁵ Les pays suivis depuis le Round 2 (2002/2003) sont le Botswana, le Cap-Vert, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Mozambique, la Namibie, le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Sénégal, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie, et le Zimbabwe.

Figure 5: Intérêt pour et discussion des questions politiques | 18 à 35 ans | 16 pays
| 2002-2015



Questions posées aux répondants:

1. Comment décririez-vous votre intérêt pour les affaires publiques? (% « très intéressés » ou « plutôt intéressés »)⁶
2. Lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille, diriez-vous que vous discutez de questions politiques fréquemment, occasionnellement, ou jamais? (% « fréquemment » ou « occasionnellement »)

L'engagement avec les médias

Afrobaromètre interroge également les répondants au sujet de leur consommation de nouvelles provenant de diverses sources de médias (radio, télévision, journaux, Internet, et les médias sociaux), ce qui fournit un autre indicateur de l'engagement mental des citoyens sur les questions politiques. Une analyse précédente montre que la radio est la source la plus populaire de nouvelles (69% disent qu'ils écoutent les nouvelles au moins « quelques fois par semaine »), suivie par la télévision (53%), les journaux (22%), l'Internet (22%), et les médias sociaux (21%) (voir Dépêche Afrobaromètre No. 85, disponible sur http://afrobarometer.org/fr/publications/ad85_medias_en_afrique_afrobarometre_2016).

Les jeunes Africains ont des habitudes semblables à celles de la population générale en matière de presse, citant la radio comme source la plus fréquente (69% « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »). Les jeunes sont un peu plus susceptibles que leurs aînés d'avoir des nouvelles provenant d'autres sources, en particulier l'Internet (30% contre 13% pour les plus âgés) et les médias sociaux (30% contre 11%). Pourtant, la majorité des jeunes citoyens disent ne « jamais » obtenir les nouvelles de médias sociaux (61%), l'Internet (60%), et la presse écrite (55%) (Tableau 1).

⁶ En 2002/2003, le texte de la question était: « Voici une liste d'actions que les citoyens entreprennent souvent en tant que citoyens. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous, personnellement, avez entrepris au cours de l'année écoulée: Discuter la politique avec des amis ou des voisins? »

Tableau 1: Consommation de nouvelles | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015

	Tous les jours	Quelques fois par semaine	Quelques fois par mois	Moins d'une fois par mois	Jamais
Radio	45%	24%	8%	4%	19%
Télévision	41%	15%	6%	4%	34%
Médias sociaux	20%	10%	5%	3%	61%
Internet	19%	11%	5%	3%	60%
Journaux	10%	15%	11%	8%	55%

Question posée aux répondants: Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes: Radio? Télévision? Presse écrite? Internet? Médias sociaux tels que Facebook ou Twitter?

La participation électorale

La Charte Africaine de la Jeunesse précise la pleine participation à des devoirs civiques, y compris le vote et le bénévolat, parmi les responsabilités de tous les jeunes citoyens sur le continent (Union Africaine, 2006). Une forte majorité des jeunes africains conviennent que le vote est un élément important de la citoyenneté démocratique: Plus de trois-quarts (78%) disent qu'un bon citoyen doit « toujours » voter aux élections, tandis que 20% disent qu'il ne devrait le faire que « s'il le souhaite » (voir Tableau A.6 en annexe).

Afrobaromètre mesure l'engagement des citoyens dans une gamme d'activités électorales, y compris le vote aux élections nationales, la participation à des rassemblements ou de petits meetings de campagne, le fait de persuader d'autres de voter pour un candidat ou un parti en particulier, et l'engagement sur une campagne pour un candidat ou un parti.

Le vote aux élections

Les jeunes sont beaucoup moins susceptibles de voter que les citoyens plus âgés. Environ les deux-tiers (65%) des jeunes répondants qui étaient assez vieux pour voter dans la plus récente élection nationale de leur pays⁷ l'ont fait, par rapport à 79% des citoyens âgés de 36 ans et plus (voir Tableau A.3 en annexe). Deux jeunes sur 10 disent qu'ils ne se sont pas inscrits pour voter (10%) ou ont décidé de ne pas voter (10%), et 14% citent d'autres inconvénients qui les ont empêchés de voter (Figure 6).

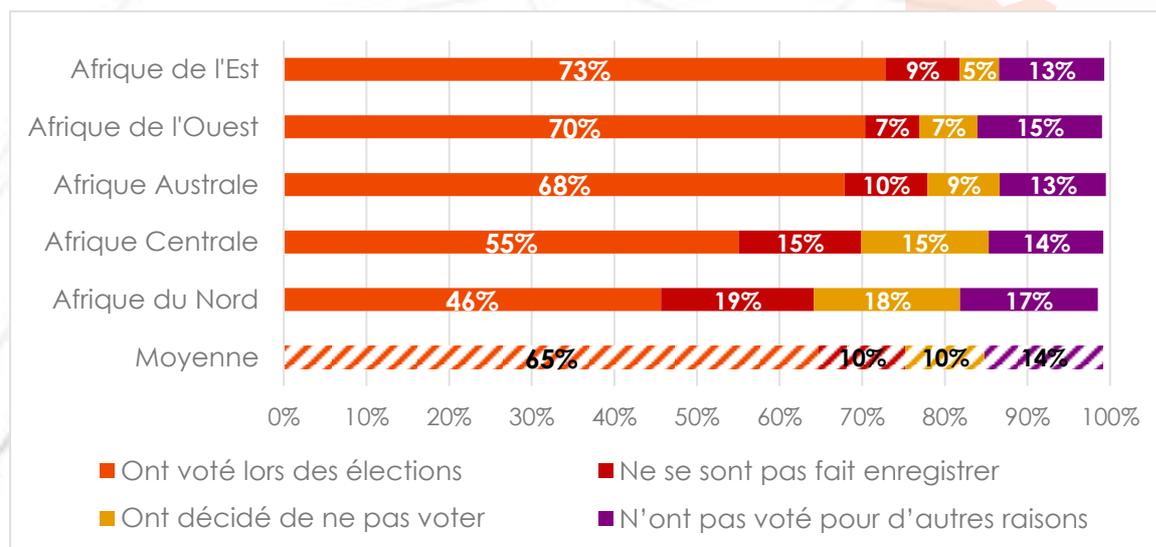
Les niveaux de vote des jeunes africains sont les plus élevés en Afrique de l'Est (73%), tandis que les jeunes d'Afrique du Nord (46%) sont loin derrière les autres régions.⁸

Les jeunes plus âgés (26 à 35 ans) sont beaucoup plus susceptibles de voter que les 18 à 25 ans (14 points de pourcentage de différence), et les niveaux de vote de la jeunesse rurale se révèlent plus élevés que ceux des jeunes dans les zones urbaines (68% contre 61%) (Figure 7). Contrairement aux conclusions sur l'engagement cognitif abordé ci-dessus, la participation électorale diminue avec le niveau d'éducation. Les jeunes femmes sont aussi susceptibles de voter que leurs homologues masculins (64% contre 66%).

⁷ En 2014/2015, 12% des répondants âgés de 18-35 disent qu'ils étaient trop jeunes pour voter à l'élection précédente.

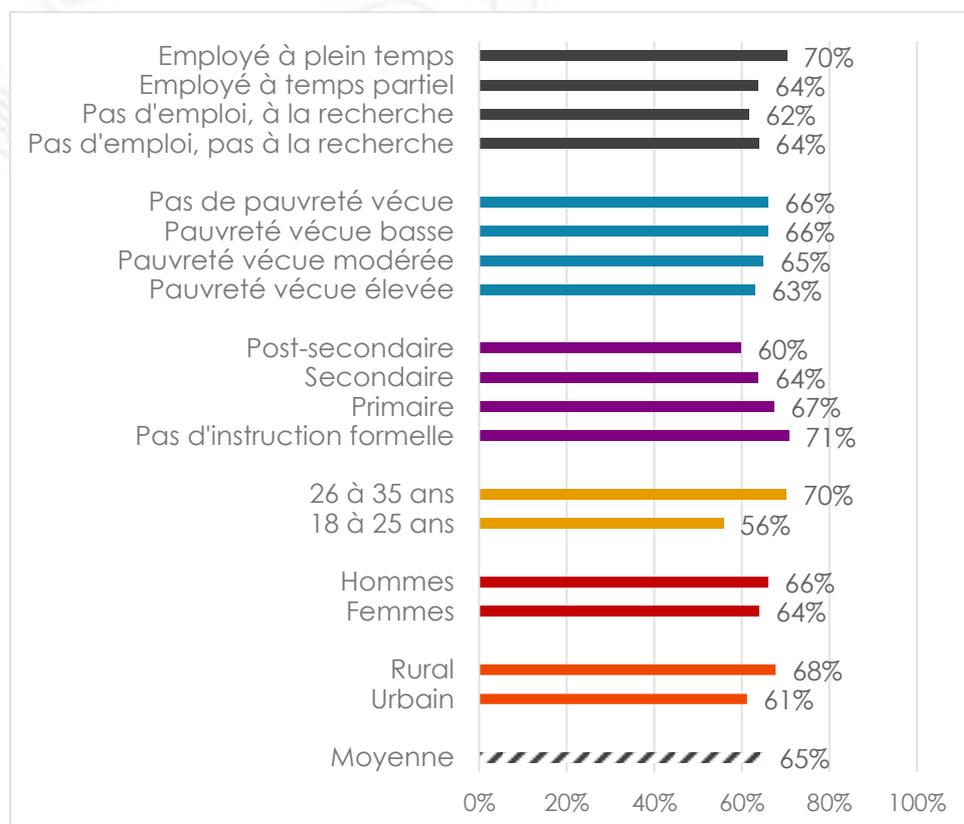
⁸ Les régions d'Afrobaromètre: Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Tanzanie, Ouganda), Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo), Afrique Australe (Botswana, Lesotho, Madagascar, Malawi, Ile Maurice, Mozambique, Namibie, Afrique du Sud, Swaziland, Zambie, Zimbabwe), Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Soudan, Tunisie), et Afrique Centrale (Cameroun, Gabon, São Tomé et Príncipe).

Figure 6: Le vote aux élections | par région | 18 à 35 ans | 35 pays | 2014/2015



Question posée aux répondants: Sachant que certaines personnes n'ont pas pu voter aux élections de [20XX], laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous?
(N.B.: Cette question n'a pas été posée au Sénégal. Les résultats excluent les répondants qui n'étaient pas assez âgés pour voter.)

Figure 7: Ont voté à la dernière élection | selon le statut d'emploi, la pauvreté vécue, l'éducation, l'âge, le sexe, et la résidence urbaine/rurale | 18 à 35 ans | 35 pays | 2014/2015



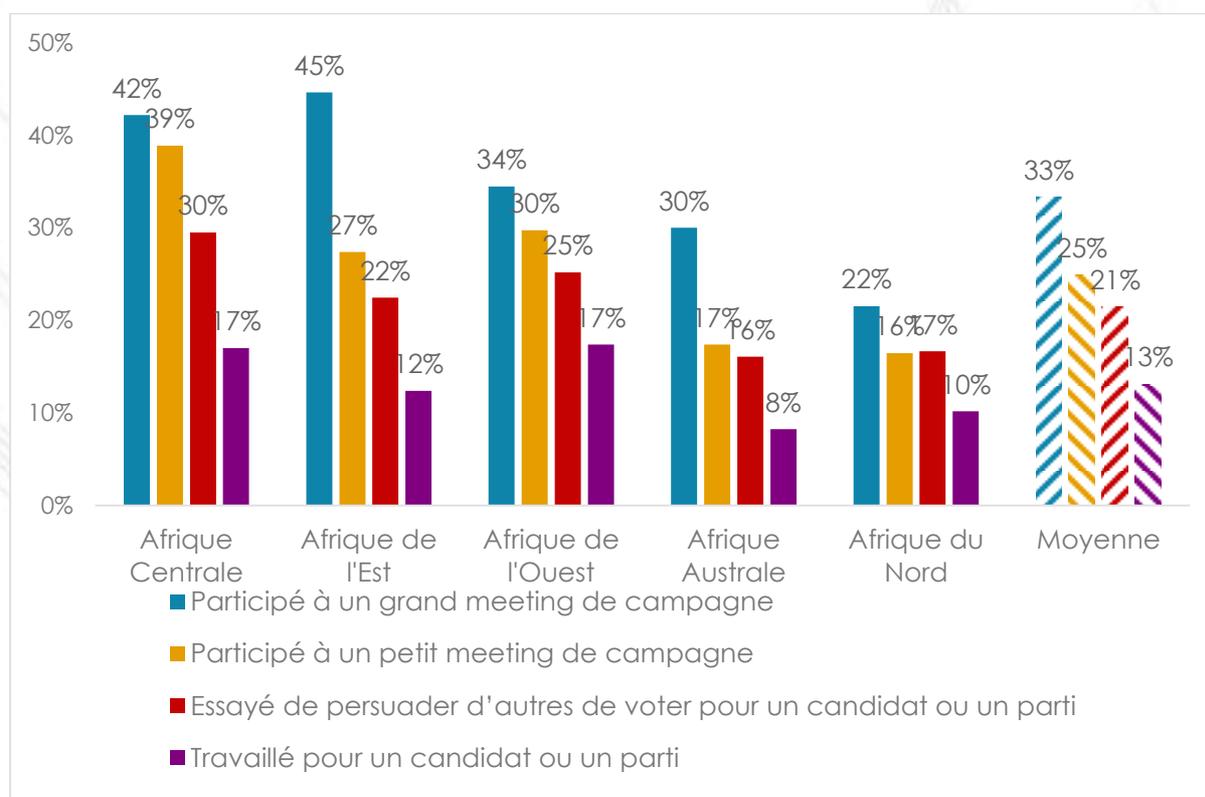
Question posée aux répondants: Sachant que certaines personnes n'ont pas pu voter aux élections de [20XX], laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous? (% « a voté »)
(N.B.: Cette question n'a pas été posée au Sénégal. Les résultats excluent les répondants qui n'étaient pas assez âgés pour voter.)

Engagement pré-électoral

Les citoyens africains de tous âges sont plus susceptibles de voter aux élections nationales que de participer à des activités pré-électorales (voir Tableau A.3 en annexe). Parmi les 18 à 35 ans, la participation à des rassemblements de campagne est la forme la plus populaire de l'engagement pré-électoral (33%), suivie par la participation aux petits meetings de campagne (25%), le fait de persuader les autres de voter pour un candidat ou un parti (21%), et travailler sur une campagne pour un candidat ou un parti (13%). Les jeunes de l'Afrique Centrale sont les plus actifs, tandis que ceux de l'Afrique du Nord sont les moins actifs (Figure 8).

Comme le montre la Figure 9, la participation à des rassemblements de campagne est un peu plus fréquente chez les jeunes travailleurs, les jeunes plus âgés, les hommes, et les jeunes ruraux. Les jeunes citoyens avec des niveaux plus élevés de sécurité matérielle (à savoir « pas de pauvreté vécue ») sont moins susceptibles de participer.

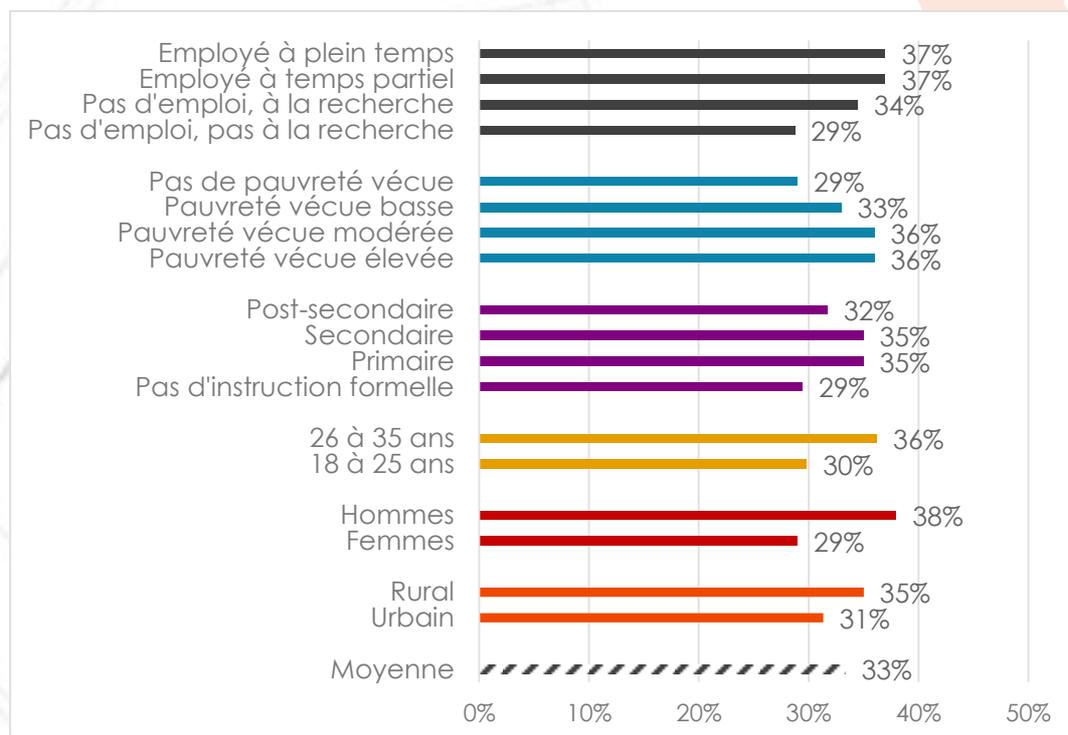
Figure 8: Engagement pré-électoral | par région | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



Question posée aux répondants: En pensant aux dernières élections nationales [en 20XX], avez-vous: Participé à un grand meeting de campagne? Participé à un petit meeting avec un candidat ou un personnel de la campagne? Essayé de persuader d'autres de voter pour un candidat présidentiel ou législatif donné ou pour un parti politique? Travaillé pour un candidat ou un parti politique? (% « oui »)

Faites vos propres analyses des données
d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question, pays,
ou période. C'est facile et gratuit au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 9: Participation à un meeting de campagne | selon le statut d'emploi, la pauvreté vécue, l'éducation, l'âge, le sexe, et la résidence urbaine/rurale | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



Question posée aux répondants: En pensant aux dernières élections nationales [en 20XX], avez-vous Participé à un grand meeting de campagne? (% « oui »)

L'engagement civique des jeunes en Afrique

Une pluralité de jeunes Africains croient que les citoyens ordinaires devraient jouer un rôle de premier plan quand il s'agit de demander aux dirigeants de rendre compte: En moyenne, quatre jeunes citoyens sur 10 disent que les électeurs devraient être responsables de faire en sorte que les conseillers des collectivités locales, le président, et les parlementaires fassent leur travail une fois élus (voir Tableau A.7 en annexe). Toutefois, sur trois aspects de l'engagement civique, la majorité des jeunes Africains ne sont pas actifs: appartenance à des organisations civiques (groupes religieux et des associations), l'activisme civique (participation à des réunions communautaires et le fait de se joindre à d'autres pour soulever une question), et le contact avec les leaders communautaires et politiques pour discuter des problèmes importants.

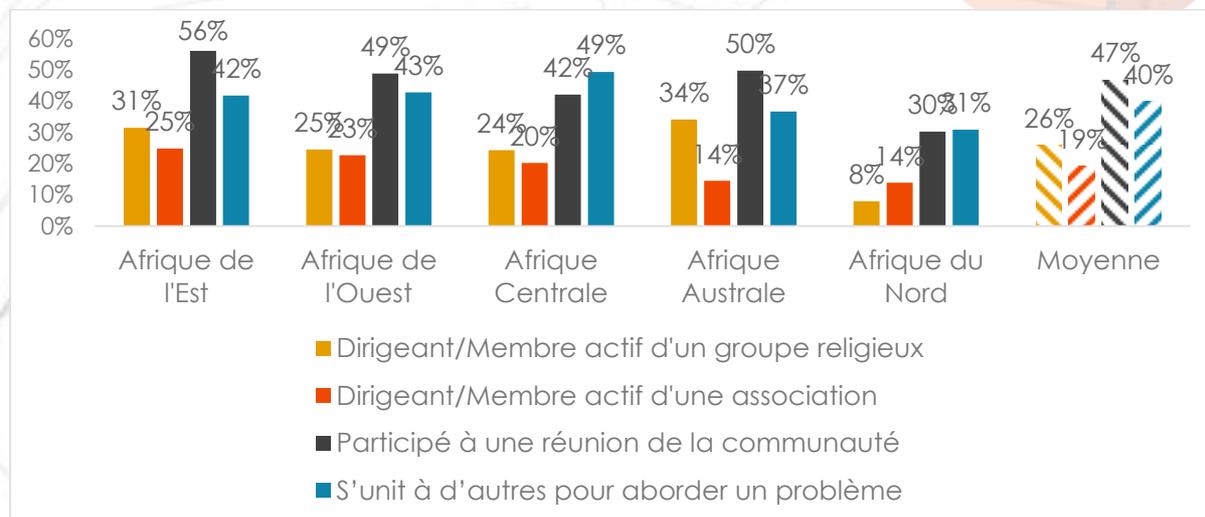
L'adhésion à des organismes civiques et l'activisme civique

En moyenne, juste quelques minorités de jeunes citoyens dans les 36 pays étudiés en 2014/2015 sont des leaders officiels ou des membres actifs d'un groupe religieux (26%) ou d'une association volontaire ou d'un groupe communautaire (19%). En outre, moins de la moitié a assisté à une réunion de la communauté (47%) ou rejoint d'autres pour soulever une question (40%) au cours de l'année précédente. La comparaison par région montre que les jeunes de l'Afrique de l'Est sont généralement les citoyens les plus actifs, tandis que ceux de l'Afrique du Nord sont les moins actifs (Figure 10).

En moyenne, seulement 8% des Nord-Africains âgés de 18 à 35 ans sont actifs dans les groupes religieux, tandis que 14% sont actifs dans des associations bénévoles. En outre, seulement trois jeunes sur 10 en Afrique du Nord ont assisté à une réunion de la communauté (30%) ou rejoint leurs pairs pour soulever une question (31%), par rapport à au moins 40% des jeunes dans les quatre autres régions.

L'analyse au fil du temps montre que ces formes d'engagement civique ont diminué dans les 16 pays étudiés depuis 2002-2003 (Figure 11; voir Tableau A.4 en annexe pour détails).

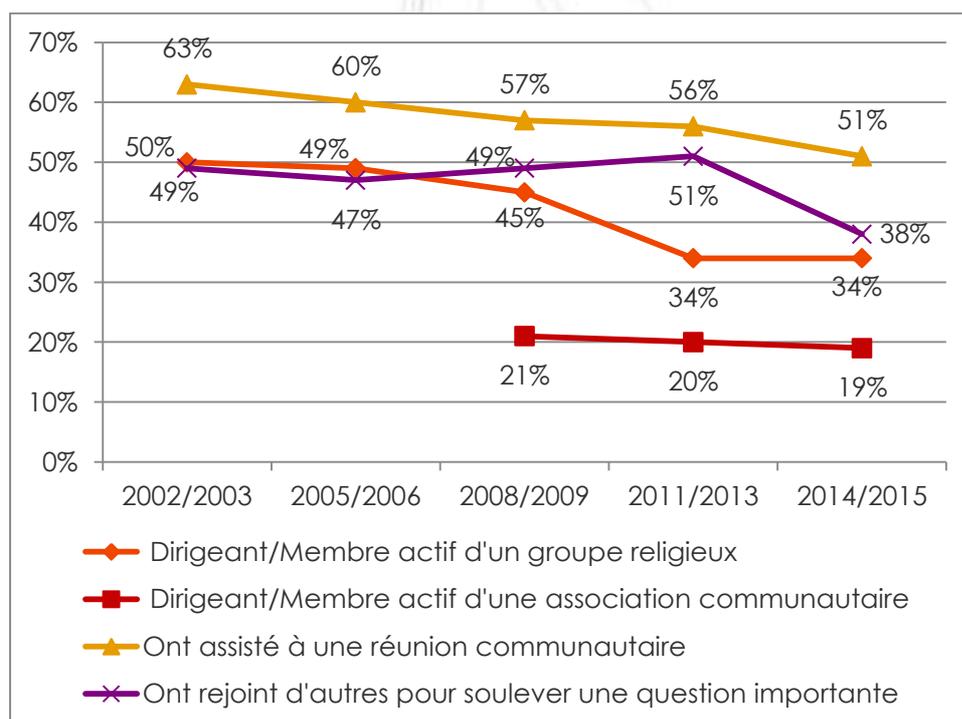
Figure 10: Membres actifs et activisme civique | par région | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



Questions posées aux répondants:

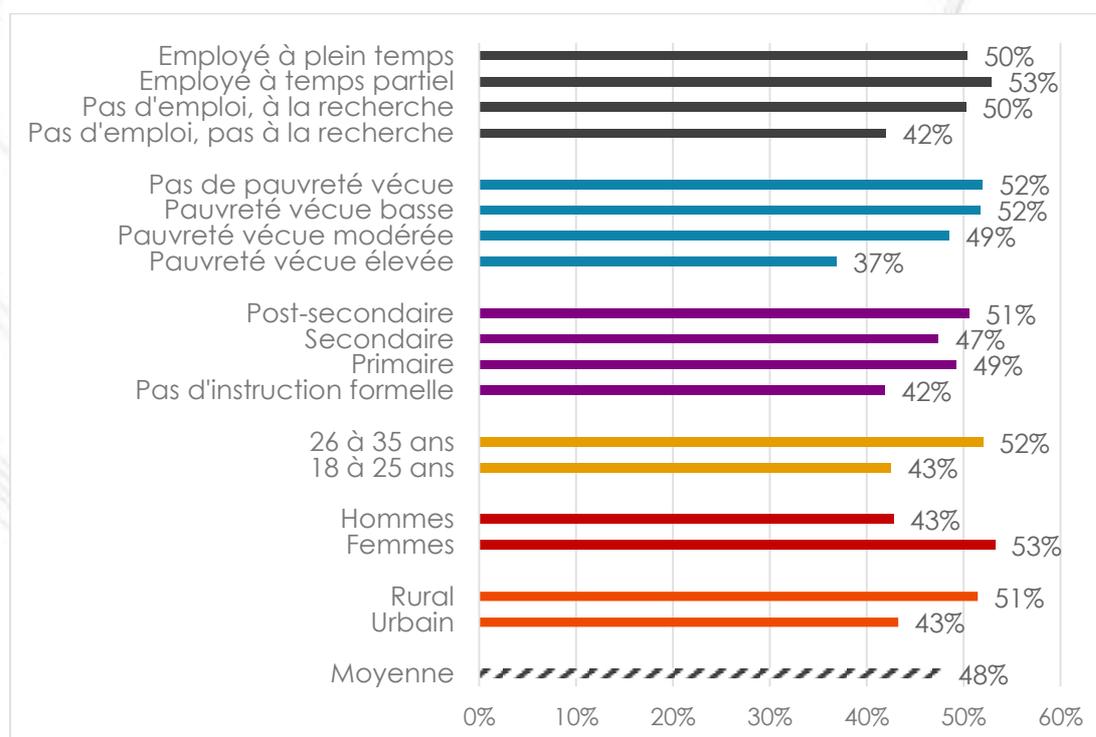
1. A présent, je vais vous lire une liste d'organisations ou de groupes auxquels les gens adhèrent ou participent. Pour chacun d'entre eux, pourriez-vous me dire si vous en êtes dirigeant, membre actif, simple adhérent, ou non-adhérent: Un groupe religieux qui tient des rencontres en dehors des services de culte? Une association ou un groupe communautaire? (% « membre actif » ou « dirigeant »)
2. Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois: Participer à une réunion de la communauté? S'unir à d'autres pour aborder un problème? (% « oui »)

Figure 11: L'engagement civique des jeunes en déclin | 18 à 35 ans | 16 pays | 2002-2015



Dans l'ensemble, 54% des jeunes interrogés (contre 62% des personnes plus âgées) déclarent assister aux réunions de la communauté et/ou se joindre à d'autres pour soulever une question au moins une fois au cours de l'année précédente. La désagrégation de ces résultats montre que ces formes d'activisme civique sont plus fréquentes chez les jeunes avec des niveaux plus élevés de pauvreté vécue (Figure 12). Six jeunes sur 10 dans les zones rurales déclarent participer à ces activités, comparativement à seulement 46% des jeunes en milieu urbain. En outre, les jeunes plus âgés sont plus susceptibles de se livrer à ces formes d'activisme civique (58% contre 48%). Comme avec la participation à des meetings de campagne, les jeunes femmes (49%) sont moins susceptibles d'être actifs que les jeunes hommes (58%).

Figure 12: L'activisme civique | selon le statut d'emploi, la pauvreté vécue, l'éducation, l'âge, le sexe, et la résidence urbaine/ rurale | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



Question posée aux répondants: Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois: Participer à une réunion de la communauté? S'unir à d'autres pour aborder un problème? (% de ceux qui ont participé à une réunion et/ou se sont joints à d'autres)

Le contact avec les dirigeants politiques et communautaires

La moitié (51%) de tous les citoyens interrogés en 2014/2015 par Afrobaromètre disent qu'ils avaient été en contact avec au moins un type de leader politique ou communautaire (conseiller de l'administration locale, député, fonctionnaire, responsable de parti politique, chef traditionnel, ou leader religieux) au cours de l'année précédente. Les jeunes étaient moins susceptibles d'avoir de tels contacts que les répondants âgés de 36 ans et plus (48% contre 56%) (voir Tableau A.3 en annexe). Les jeunes d'Afrique de l'Est ont enregistré les taux de contact globaux les plus élevés (56%), tandis que les jeunes d'Afrique du Nord, le plus faible (40%) (Tableau 2).

La jeunesse africaine a les plus hauts niveaux d'engagement avec les chefs religieux (34%), suivis par les responsables des partis politiques et les chefs traditionnels (à la fois 26%). En

revanche, seulement deux jeunes sur 10 disent qu'ils ont contacté un membre du Parlement (10%) ou un représentant du gouvernement (12%).

L'analyse au fil du temps indique que les taux de contact avec les dirigeants politiques des jeunes citoyens ont été relativement stables dans les 16 pays étudiés depuis 2002/2003, tandis que ceux avec les chefs religieux et traditionnels ont diminué de 7 et 4 points de pourcentage, respectivement (voir Tableau A.4 en annexe).

Tableau 2: Contact avec les dirigeants politiques et communautaires | par région
| 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015

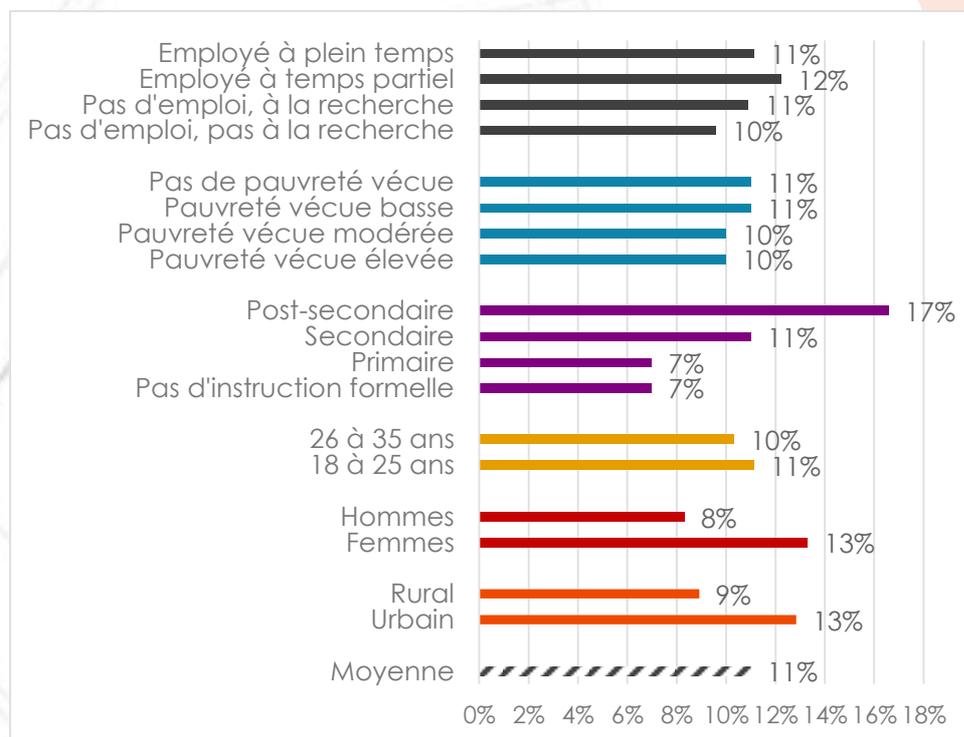
	Afrique de l'Est	Afrique Centrale	Afrique Australe	Afrique de l'Ouest	Afrique du Nord	Moyenne
Ont contacté au moins un leader	56%	50%	50%	46%	40%	48%
Leader religieux	43%	38%	34%	34%	24%	34%
Officiel d'un parti politique	28%	23%	29%	25%	22%	26%
Chef traditionnel	28%	23%	29%	25%	22%	26%
Conseiller communal	19%	17%	19%	18%	20%	19%
Officiel du gouvernement	16%	10%	10%	10%	23%	12%
Député	9%	11%	9%	10%	8%	10%

Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes au sujet d'un problème important ou pour lui donner votre point de vue sur des questions? 1) Un conseiller communal (question non posée au Malawi); 2) Un député à l'Assemblée Nationale (question non posée en Egypte); 3) Un officiel du gouvernement; 4) Un officiel d'un parti politique (question non posée au Swaziland); 5) Un chef traditionnel (question non posée au Cap-Vert, en Île Maurice, en São Tomé et Príncipe); 6) Un chef religieux (% « une fois seulement », « quelques fois », ou « souvent »)

Les ruraux, les hommes, et les jeunes plus âgés, ainsi que les jeunes avec une éducation formelle, sont plus susceptibles de déclarer avoir des contacts avec au moins un chef de file (Figure 13). Les jeunes chômeurs qui ne sont pas à la recherche d'un emploi ont des niveaux inférieurs de contact par rapport à leurs pairs, tandis que ceux avec un accès complet aux nécessités de base (« pas de pauvreté vécue ») sont nettement moins susceptibles de se lier aux dirigeants (37%) que ceux qui vivent avec un niveau plus grand d'insécurité matérielle (51%, en moyenne).

Interrogé sur le type de contact qu'ils ont eu avec ces leaders, plus de jeunes disent qu'ils sont allés en groupe plutôt que seuls (52% contre 46%), et ils étaient plus susceptibles de communiquer avec les dirigeants pour discuter d'un problème communautaire qu'un problème personnel (53% contre 45%) (voir Tableau A.8 en annexe).

Figure 13: Contact avec les dirigeants politiques et communautaires | selon le statut d'emploi, la pauvreté vécue, l'éducation, l'âge, le sexe, et la résidence urbaine/rurale | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



(Le graphique montre le pourcentage des répondants qui ont eu contact avec au moins un leader politique ou communautaire pendant l'année écoulée)

Activités de protestation

En plus des formes classiques de participation politique, Afrobaromètre mesure l'implication des citoyens à diverses formes d'activités de protestation. Ils ont été interrogés sur leur participation à cinq formes d'actions de protestation: se joindre à d'autres pour demander une action gouvernementale, communiquer avec un représentant du gouvernement, contacter des médias, assister à une manifestation ou une marche de protestation, et refuser de payer une taxe ou des frais au gouvernement.

La jeunesse africaine présente des niveaux d'engagement relativement faibles dans ces activités: Les niveaux de participation les plus élevés sont dans le fait de rejoindre les autres dans leurs communautés pour demander une action du gouvernement (21% disent qu'ils l'ont fait l'année précédente), tandis que les plus bas concernent le fait d'avoir refusé de payer une taxe ou des frais au gouvernement (5%) (Tableau 3). En fait, les deux-tiers (68%) des jeunes disent qu'ils n'utiliseraient jamais le refus de payer une taxe ou des frais comme un moyen d'exprimer leur mécontentement.

L'analyse par région montre la variation des niveaux de participation des jeunes. Les niveaux de participation à des manifestations ou des marches de protestation, par exemple, varie de 6% chez les jeunes d'Afrique de l'Est à 16% chez ceux de l'Afrique Centrale (Figure 14).

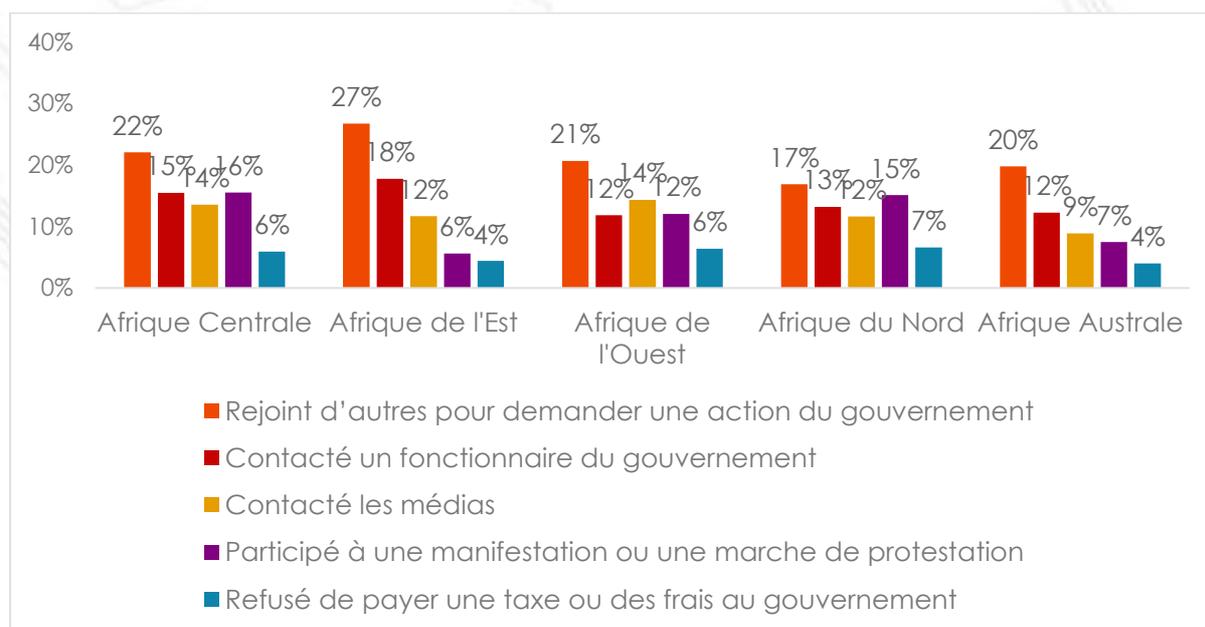
Il convient de noter que les Africains rejettent massivement les formes violentes de protestation. À travers 34 pays étudiés en 2011/2013, neuf répondants sur 10 (89%) de tous les âges ont déclaré ne pas avoir utilisé la force ou la violence pour une cause politique au cours de l'année précédente et « ne feraient jamais » cela si l'occasion se présentait. De même, 85% des personnes interrogées dans 16 pays étudiés en 2002/2003 ont dit la même chose.

Tableau 3: Activités de protestation | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015

	Oui	Non, mais le ferait si l'occasion se présentait	Non, ne le ferait jamais	Ne sait pas
Rejoint d'autres pour demander une action du gouvernement	21%	59%	19%	1%
Contacté un fonctionnaire du gouvernement pour demander de l'aide ou pour déposer une plainte	13%	62%	24%	1%
Contacté les médias, comme appeler une émission radio ou écrire à un journal	12%	61%	25%	1%
Participé à une manifestation ou une marche de protestation	11%	38%	49%	2%
Refusé de payer une taxe ou des frais au gouvernement	5%	23%	68%	3%

Questions posées aux répondants: Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens quand ils ne sont pas satisfaits de la performance du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion?

Figure 14: Activités de protestation | par région | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



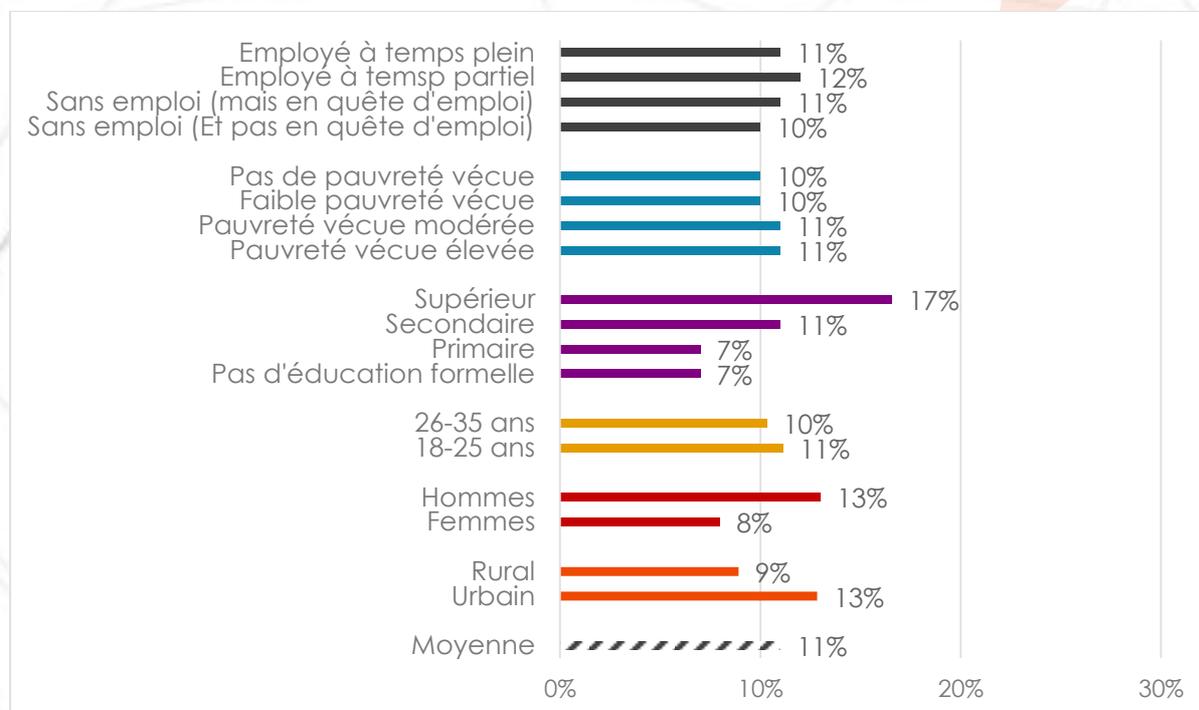
Questions posées aux répondants: Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens quand ils ne sont pas satisfaits de la performance du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois. Si non, le feriez-vous si vous en aviez l'occasion? (% « oui »)

Participation à des manifestations ou des marches de protestation

À travers 16 pays étudiés depuis 2002/2003, la participation des jeunes à des manifestations et des marches de protestation a diminué de 6 points de pourcentage, passant de 15% à 9% (voir Tableau A.4 en annexe). Pourtant, contrairement à d'autres mesures d'engagement politique examinées ci-dessus, les jeunes africains sont légèrement plus susceptibles de participer à cette forme d'action de protestation que les citoyens plus âgés (11% contre 8% en moyenne dans les 36 pays) (voir Tableau A.3 en annexe).

Les résultats les plus récents montrent que la participation à des manifestations est plus fréquente chez les jeunes ayant bénéficié de l'enseignement supérieur, les jeunes hommes, et les jeunes en milieu urbain (Figure 15).

Figure 15: Participation à une manifestation ou une marche de protestation
| selon le statut d'emploi, la pauvreté vécue, l'éducation, l'âge, le sexe, et la résidence urbaine/rurale | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



Question posée aux répondants: Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens quand ils ne sont pas satisfaits de la performance du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois: Participé à une manifestation ou une marche de protestation? (% « oui »)

Ecart entre les sexes dans la participation des jeunes

L'article 23 de la Charte Africaine de la Jeunesse, qui se concentre sur les filles et les jeunes femmes, exige des signataires d'éliminer la législation et les pratiques discriminatoires et d'assurer que les jeunes femmes aient des chances égales de participer à toutes les sphères de la société, y compris la politique (Union Africaine, 2006).

L'enquête Afrobaromètre 2011/2013 a trouvé le soutien des citoyens fort en ce qui concerne l'égalité des sexes sur le continent: Sept répondants sur 10 de tous âges conviennent que les femmes devraient avoir les mêmes droits et recevoir le même traitement que les hommes (72%) et que les femmes devraient avoir l'égalité de chances d'être élues dans un bureau politique que les hommes (68%) (voir la Synthèse de Politique Afrobaromètre No. 8, disponible sur www.afrobarometer.org). Toutefois, l'enquête a également constaté que les femmes étaient beaucoup moins susceptibles de se livrer à diverses formes de citoyenneté active, y compris le vote, la participation civique, et le contact avec les dirigeants politiques.

Les résultats de l'enquête 2014/2015 révèlent des différences entre les sexes chez les 18 à 35 ans ainsi qu'il suit: Les jeunes femmes ont des niveaux d'engagement systématiquement en retard par rapport à ceux de leurs homologues masculins au regard de toutes les mesures analysées. Il n'est pas tout à fait établi si les jeunes femmes choisissent de ne pas s'engager politiquement ou sont empêchées activement de le faire en raison des pressions sociales ou politiques.

La comparaison systématique des réponses des jeunes hommes et des jeunes femmes illustre que les grandes lacunes dans l'engagement cognitif (intérêt et discussion autour de la politique) peuvent expliquer les différences dans les taux de participation (Tableau 4). Les femmes sont beaucoup moins susceptibles d'être intéressées par et de discuter de politique, en particulier en Afrique de l'Est et de l'Ouest (voir Tableau A.9 en annexe). La jeunesse tunisienne est l'exception à cette tendance générale: Les jeunes femmes tunisiennes sont beaucoup plus susceptibles que les jeunes hommes d'être intéressées par les affaires publiques (82% contre 66%) et de discuter de ces questions avec des amis ou de la famille (82% contre 70%).

Tableau 4: Ecart entre les sexes dans l'engagement politique des jeunes

| 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015

Les jeunes femmes africaines sont moins susceptibles de ...	Hommes	Femmes	Différence (points de pourcentage)
Discuter de la politique « fréquemment » ou « occasionnellement »	74%	61%	13
Etre « très » ou « plutôt » intéressés par la politique	60%	48%	12
Contacter au moins un dirigeant politique ou communautaire	53%	43%	10
Se joindre à d'autres pour soulever une question	45%	35%	10
Assister à un grand meeting de campagne	38%	29%	10*
Assister à une réunion communautaire	51%	43%	8
Assister à une manifestation ou une marche de protestation	13%	8%	5
Voter aux élections nationales	66%	64%	2

* Chiffres arrondis pouvant entraîner un 1 point de pourcentage d'apparentes divergences.

Parmi les différentes formes de participation politique, les écarts entre les sexes sont les plus faibles pour le vote (2 points de pourcentage, en moyenne, ce qui ne constitue pas une différence significative), bien qu'il y ait des variations importantes selon les pays. Par exemple, les niveaux de vote chez les jeunes femmes zambiennes sont en-deçà de ceux des hommes de 13 points de pourcentage, tandis que les jeunes femmes au Cap-Vert sont plus susceptibles de voter que leurs homologues masculins (voir Tableau A.10 en annexe).

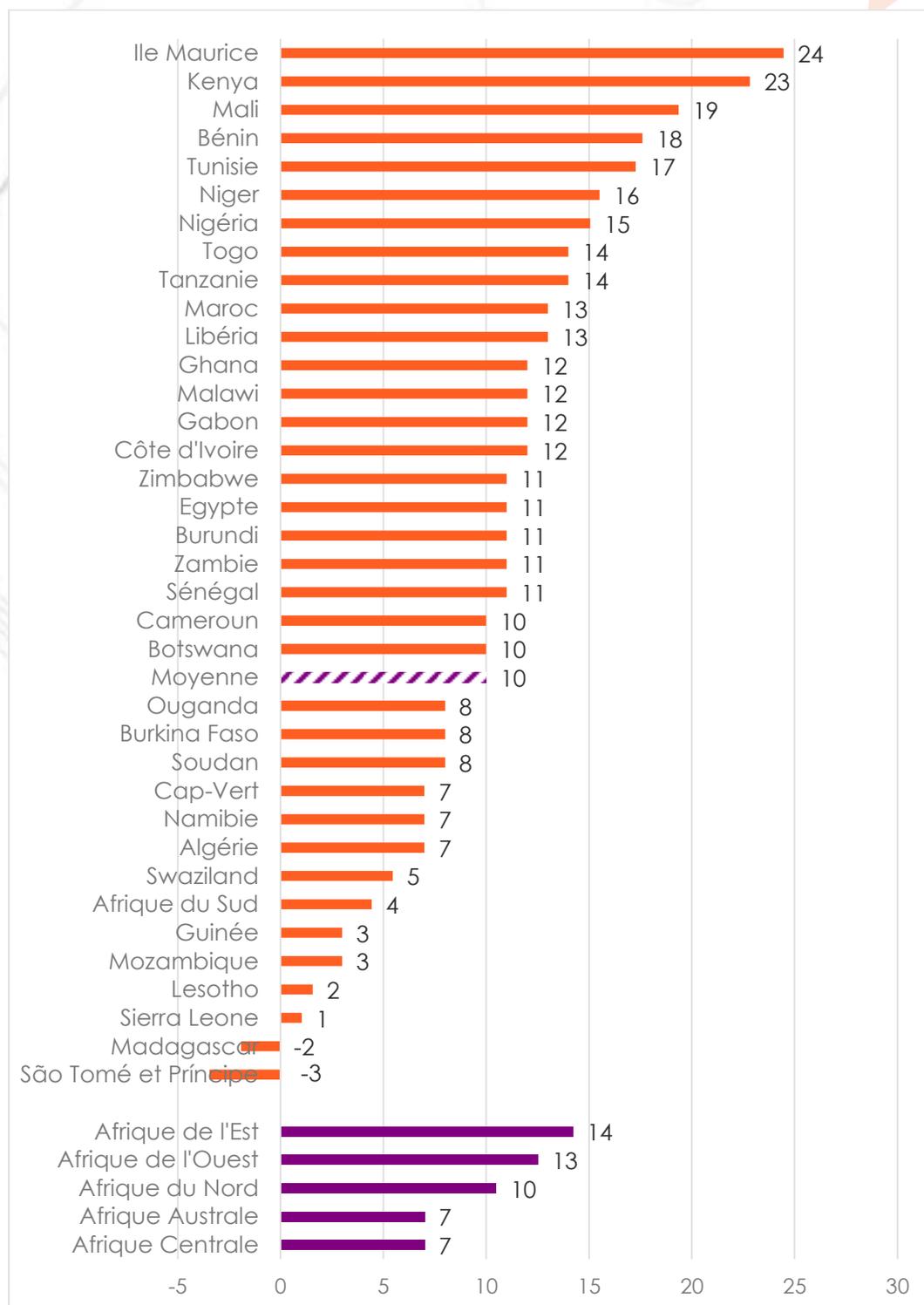
Bien que les jeunes dans la région de l'Afrique Australe affichent en moyenne les plus hauts niveaux de parité entre les sexes dans la participation à des grands meetings de campagne, l'Ile Maurice a le plus grand écart sur cette mesure (24 points de pourcentage), suivie de près par le Kenya (23 points) (Figure 16). Les jeunes femmes sont légèrement plus susceptibles que les hommes de participer à cette forme d'engagement pré-électoral à São Tomé et Príncipe (3 points) et Madagascar (2 points).

Les jeunes São-Toméennes sont légèrement plus susceptibles de participer à des activités civiques que leurs pairs masculins (7 points de pourcentage). En revanche, la participation des jeunes femmes est considérablement à la traîne en Afrique de l'Ouest: Sept des 10 pays ayant les plus grands écarts entre les sexes sont dans cette région (Figure 17).

L'écart entre les sexes en matière de contact avec les dirigeants politiques et communautaires est le plus important en Guinée (33 points de pourcentage) et le plus faible à Madagascar et São Tomé et Príncipe, où les hommes et les jeunes femmes ont les mêmes taux d'engagement (Figure 18).

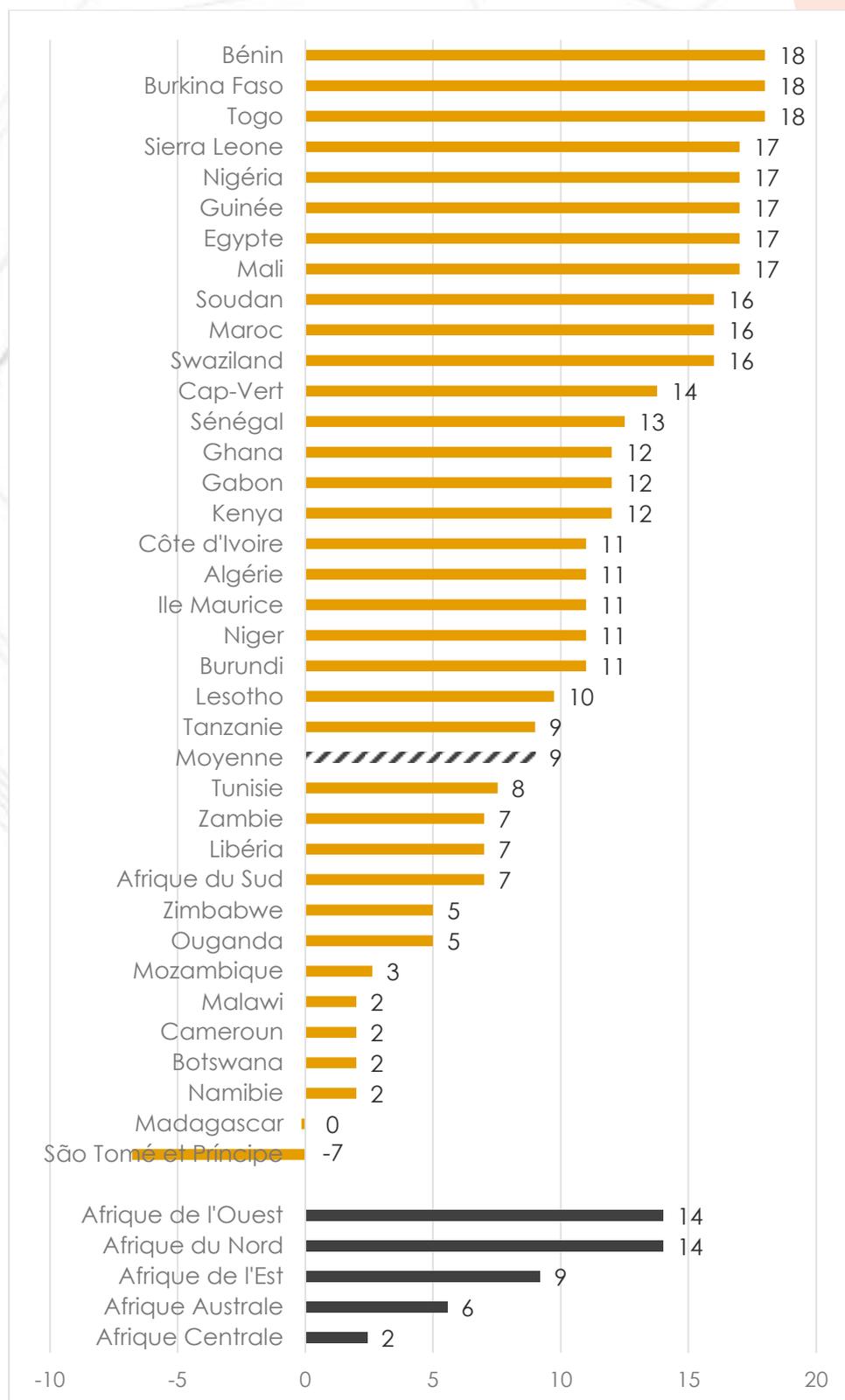
Enfin, le Burkina Faso signale la plus grande disparité entre les sexes dans la participation à des manifestations ou des marches de protestation (21 points de pourcentage), alors qu'il y a parité entre les sexes dans trois pays: Ile Maurice, Ouganda, Lesotho (Figure 19). Les jeunes Botswanaises sont légèrement plus susceptibles d'avoir participé à cette forme d'action de protestation que les Botswanais (3 points de pourcentage).

Figure 16: Ecart entre les sexes dans la participation à des rassemblements de campagne | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



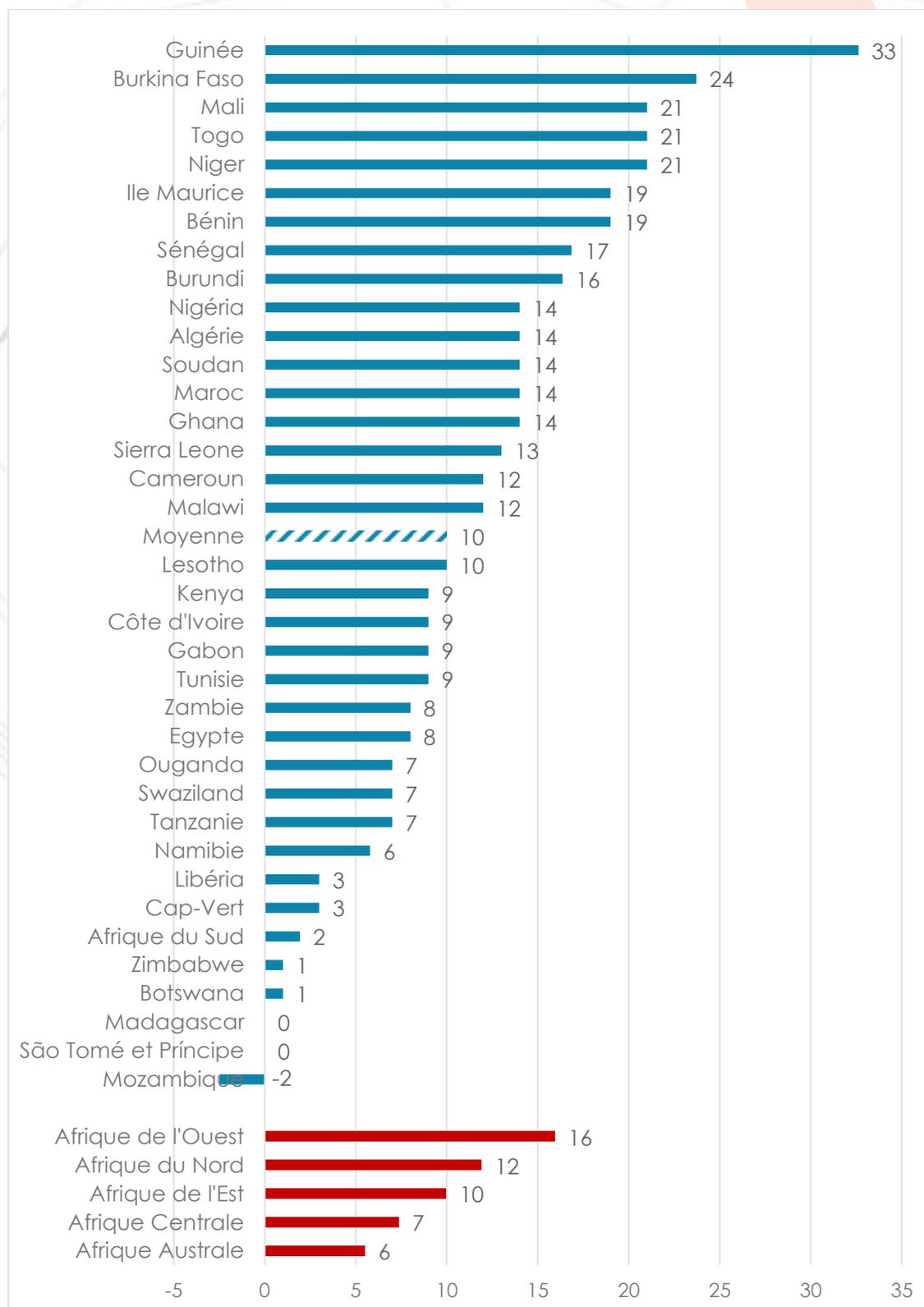
(Le graphique montre la différence en points de pourcentage entre les hommes et les femmes quant à la participation à des rassemblements de campagne au cours de l'année écoulée.)

Figure 17: Ecart entre les sexes dans la participation civique | 18 à 35 ans | 36 pays
| 2014/2015



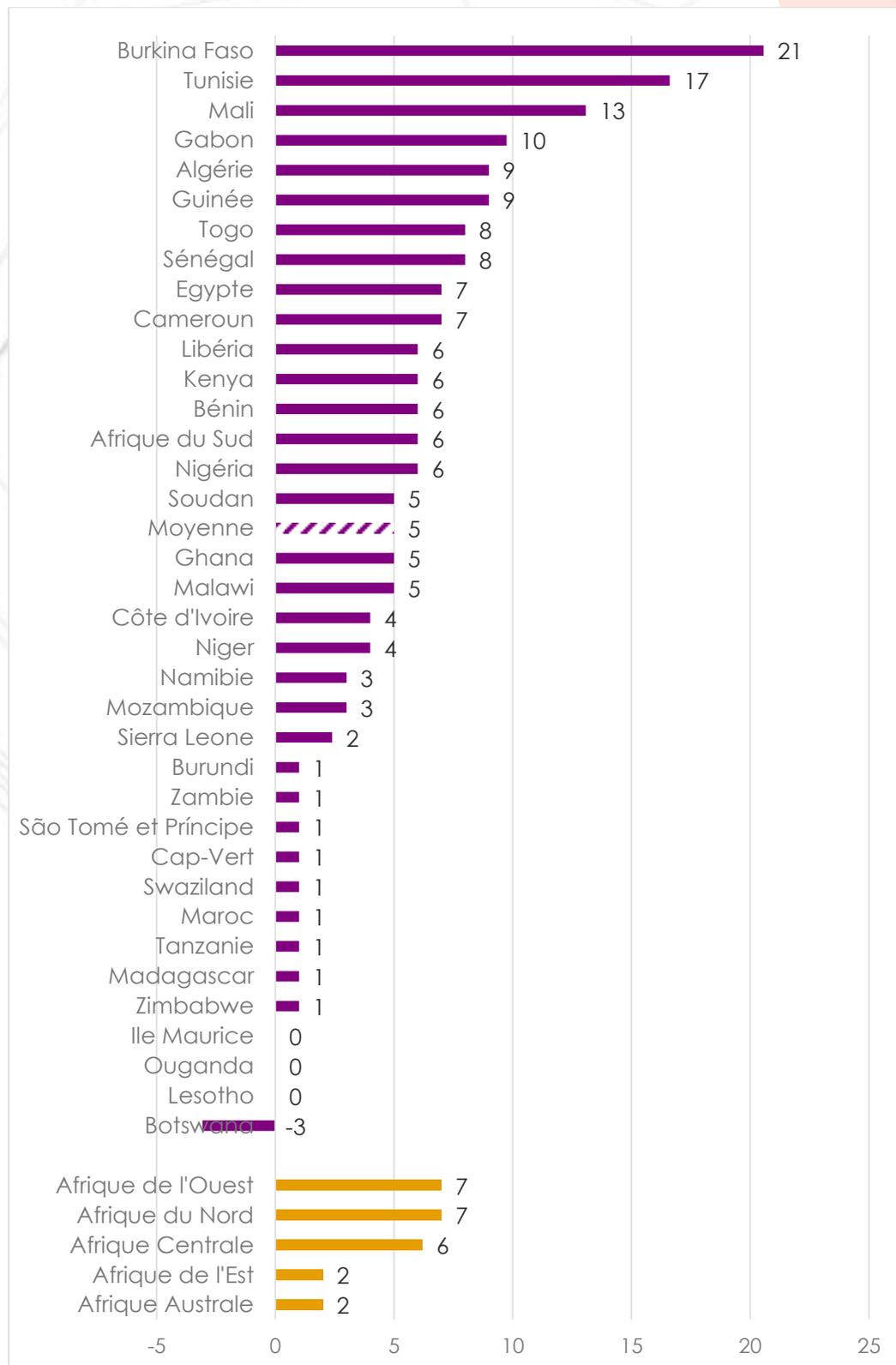
(Le graphique montre la différence en points de pourcentage entre les hommes et les femmes qui ont assisté à une réunion communautaire et/ou ont rejoint d'autres pour soulever une question.)

Figure 18: Ecart entre les sexes dans le contact avec des leaders | 18 à 35 ans
 | 36 pays | 2014/2015



(Le graphique montre la différence en points de pourcentage entre les hommes et les femmes qui ont eu contact avec un de six types de leaders au cours de l'année écoulée.)

Figure 19: Ecart entre les sexes dans la participation à une manifestation ou une marche de protestation | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015



(Le graphique montre la différence en points de pourcentage entre les hommes et les femmes qui ont assisté à une manifestation ou une marche de protestation au cours de l'année écoulée.)

Conclusion

L'engagement dans le processus politique, une voie importante pour l'autonomisation des citoyens dans les démocraties du monde entier, est une composante essentielle du cadre de la politique de l'UA pour l'autonomisation des jeunes en Afrique. Cependant, cette analyse montre que les jeunes africains sont généralement moins susceptibles que leurs homologues plus âgés de se livrer à diverses formes de participation politique, y compris le vote et l'activisme civique. Ces résultats sont cohérents avec les tendances mondiales.

Peut-être une plus grande source de préoccupation est que les niveaux de participation semblent diminuer, ce qui suggère que les jeunes africains sont de moins en moins influents.

Malgré les politiques de l'UA visant à assurer la parité entre les sexes dans tous les états membres, les jeunes femmes sont encore moins susceptibles que les jeunes hommes à se livrer à l'activisme politique, en particulier dans les pays d'Afrique de l'Ouest. Des niveaux d'intérêt significativement inférieurs dans les affaires publiques chez les jeunes femmes interrogées peuvent expliquer ces faibles niveaux de participation. Ce manque d'intérêt peut également indiquer d'autres barrières socio-culturelles à leur participation.

Fait intéressant, les différences entre les sexes dans les taux de participation sont les plus faibles pour le vote aux élections nationales, un aspect crucial de l'engagement politique. Cependant, il en faut davantage pour construire leur intérêt dans les affaires politiques et la participation à d'autres formes de citoyenneté active. La participation à des activités civiques et le contact avec les dirigeants sont particulièrement importants pour faire avancer les besoins des communautés vers des solutions positives.

Références

- Union Africaine. (2006). Charte Africaine de la Jeunesse. Disponible à https://www.africa-youth.org/base/wp-content/uploads/resources/African-Youth-Charter_en.pdf.
- Union Africaine. (2011). Plan d'action de la Décennie de la Jeunesse Africaine 2009-2018: Accélérer l'autonomisation des jeunes pour le développement durable. Disponible à http://www.youthpolicy.org/wp-content/uploads/library/2011_African_Youth_Decade_Plan_Action_2009-2018_Eng1.pdf.
- Union Africaine. (2015). Document cadre de l'Agenda 2063: L'Afrique que nous voulons. Disponible à <http://agenda2063.au.int/en/sites/default/files/Final%20Draft%20Agenda%202063%20Framework%20Formatted%20TOC-1.pdf>.
- Union Africaine. (2016). Liste des pays qui ont signé, ratifié/adhéré à la Charte Africaine de la Jeunesse. Disponible à http://au.int/en/sites/default/files/treaties/7789-sl-african_youth_charter_2.pdf (consulté le 8 Juillet 2016).
- Canning, D., Raja, S., & Yazbeck, A.S. (2015). Africa's demographic transition: Dividend or disaster? Forum pour le Développement en Afrique. Washington, DC: Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement. Disponible à <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/22036>.
- Inter-Parliamentary Union. (2016). Women in national parliaments: World and regional averages. Disponible à <http://www.ipu.org/wmn-e/world.htm> (consulté le 11 juillet 2016).
- International Institute for Democracy and Electoral Assistance. (1999). Youth voter participation: Involving today's young in tomorrow's democracy. Disponible à http://www.idea.int/publications/youth_participation/index.cfm.
- Organisation Internationale du Travail. (2015). Global employment trends for youth 2015. Disponible à http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_412015.pdf.
- Norris, P. (2002). Democratic phoenix: Reinventing political activism. New York: Cambridge University Press.

Annexe

Tableau A.1: Dates du Round 6 et d'enquêtes précédentes d'Afrobaromètre

Pays	Travaux de terrain du Round 6	Enquêtes précédentes
Afrique du Sud	Aout-septembre 2015	2000, 2002, 2006, 2008, 2011
Algérie	Mai-juin 2015	2013
Benin	Mai-juin 2014	2005, 2008, 2011
Botswana	Juin-juillet 2014	1999, 2003, 2005, 2008, 2012
Burkina Faso	Avril-mai 2015	2008, 2012
Burundi	Septembre-octobre 2014	2012
Cameroun	Janvier-février 2015	2013
Cap-Vert	Novembre-décembre 2014	2002, 2005, 2008, 2011
Côte d'Ivoire	Aout-septembre 2014	2013
Egypte	Juin-juillet 2015	2013
Gabon	Septembre 2015	N/A
Ghana	Mai-juin 2014	1999, 2002, 2005, 2008, 2012
Guinée	Mars-avril 2015	2013
Ile Maurice	Juin-juillet 2014	2012
Kenya	Novembre-décembre 2014	2003, 2005, 2008, 2011
Lesotho	Mai 2014	2000, 2003, 2005, 2008, 2012
Libéria	Mai 2015	2008, 2012
Madagascar	Décembre 2015-janvier 2015	2005, 2008, 2013
Malawi	March-avril 2014	1999, 2003, 2005, 2008, 2012
Mali	Décembre 2014	2001, 2002, 2005, 2008, 2013
Maroc	Novembre 2015	2013
Mozambique	Juin-aout 2015	2002, 2005, 2008, 2012
Namibie	August-septembre 2014	1999, 2003, 2006, 2008, 2012
Niger	Avril 2015	2013
Nigéria	Décembre 2014-janvier 2015	2000, 2003, 2005, 2008, 2013
Ouganda	Mai 2015	2000, 2002, 2005, 2008, 2012
São Tomé et Príncipe	Juillet-aout 2015	N/A
Sénégal	Novembre-décembre 2014	2002, 2005, 2008, 2013
Sierra Leone	Mai-juin 2015	2012
Soudan	Juin 2015	2013
Swaziland	Avril 2015	2013

Pays	Travaux de terrain du Round 6	Enquêtes précédentes
Tanzanie	Aout-novembre 2014	2001, 2003, 2005, 2008, 2012
Togo	Octobre 2014	2012
Tunisie	Avril-mai 2015	2013
Zambie	Octobre 2014	1999, 2003, 2005, 2009, 2013
Zimbabwe	Novembre 2014	1999, 2004, 2005, 2009, 2012

Tableau A.2: Profil démographique des répondants jeunes | par région | 18 à 35 ans
| 36 pays | 2014/2015

	18 à 25 ans	Urbain	Femmes	Au moins l'éducation secondaire	Pas ou peu de pauvreté vécue	Employé
Afrique de l'Ouest	44%	45%	55%	54%	50%	30%
Afrique de l'Est	41%	27%	54%	42%	53%	46%
Afrique Australe	45%	41%	53%	69%	57%	34%
Afrique du Nord	46%	54%	45%	72%	72%	44%
Afrique Centrale	50%	66%	52%	85%	43%	35%
Moyenne	45%	45%	53%	62%	55%	35%

Tableau A.3: Engagement politique | par âge | 36 pays | 2014/2015

		18 à 35 ans	36 ans et plus	Moyenne
1	Très/Plutôt intéressés par les affaires publiques	53%	58%	55%
2	Discutent fréquemment/occasionnellement de politique	67%	67%	67%
3	A voté lors des dernières élections	65%	79%	72%
4	Participation meeting de campagne	33%	37%	35%
	Participation aux meetings de champagne	25%	30%	27%
	A persuadé d'autres de voter pour un candidat/parti	21%	26%	23%
	A travaillé pour un candidat/parti	13%	17%	15%
5	Leader officiel/membre actif d'un groupe religieux	26%	30%	28%
	Leader officiel/membre actif d'une association volontaire	19%	25%	22%
6	A participé à un meeting communautaire	47%	57%	52%
	S'est joint à d'autres pour soulever une question	40%	47%	43%
7	A contacté au moins un dirigeant	48%	56%	51%
	A contacté au moins un chef religieux	34%	40%	37%
	A contacté au moins un chef traditionnel	26%	36%	30%
	A contacté au moins un conseiller du gouvernement local	19%	27%	23%
	A contacté un officiel d'un parti politique	14%	16%	15%
	A contacté un officiel d'une agence gouvernementale	12%	15%	14%
	A contacté un député	10%	13%	11%
8	A rejoint d'autres pour demander une action du gouvernement	21%	25%	23%
	A contacté un officiel pour demander de l'aide	13%	16%	14%
	A contacté des médias	12%	10%	11%
	A participé à une manifestation/marche de protestation	11%	8%	9%
	A refusé de payer des taxes ou des frais au gouvernement	5%	5%	5%
9	Reçoit informations de la radio	69%	71%	70%
	Reçoit informations de la télévision	56%	50%	53%
	Reçoit informations de la presse écrite	25%	20%	22%
	Reçoit informations de l'Internet	30%	13%	22%
	Reçoit informations des médias sociaux	30%	11%	21%

Questions posées aux répondants:

1. Comment décririez-vous votre intérêt pour les affaires publiques? (% « très intéressés » ou « plutôt intéressés »)
2. Lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille, diriez-vous que vous discutez de questions politiques fréquemment, occasionnellement, ou jamais? (% « occasionnellement » ou « fréquemment »)
3. Sachant que certaines personnes n'ont pas pu voter aux élections de [20XX], laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous? (% « a voté ») (N.B.: Exclut les répondants qui disent qu'ils n'avaient pas encore l'âge de voter)
4. En pensant des élections de [20XX], avez-vous... (% « oui »)
5. A présent, je vais vous lire une liste d'organisations ou de groupes auxquels les gens adhèrent ou participent. Pour chacun d'entre eux, pourriez-vous me dire si vous en êtes dirigeant, membre actif, simple adhérent, ou non-adhérent?
6. Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens quand ils ne sont pas satisfaits de la performance du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois.
7. Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes au sujet d'un problème important ou pour lui donner votre point de vue sur des questions? (% « une fois seulement », « quelques fois », ou « souvent »)
8. Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens quand ils ne sont pas satisfaits de la performance du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois. (% « une ou deux fois », « plusieurs fois », ou « souvent »)

9. Combien de fois recevez-vous des informations provenant des sources suivantes: Radio? Télévision? Presse écrite? Internet? Médias sociaux tels que Facebook ou Twitter? (% « tous les jours » ou « quelques fois par semaine »)

Tableau A.4: Engagement politique des jeunes | 16 pays | 18 à 35 ans | 2002-2015

		2002/ 2003	2005/ 2006	2008/ 2009	2011/ 2013	2014/ 2015
1	Très/plutôt intéressé par les affaires publiques	81%	67%	62%	60%	58%
2	Discute de politique au moins occasionnellement	60%	70%	71%	70%	69%
3	A voté lors de la dernière élection	-	63%	58%	63%	57%
4	Leader officiel/membre actif d'un groupe religieux	50%	49%	45%	34%	34%
	Leader officiel/membre actif d'une association	-	-	21%	20%	19%
5	A participé à un meeting communautaire	63%	60%	57%	56%	51%
	A rejoint d'autres pour soulever une question	49%	47%	49%	51%	38%
6	A contacté un membre du gouvernement local	24%	20%	23%	19%	20%
	A contacté un député	10%	9%	11%	9%	9%
	A contacté un officiel d'une agence gouvernementale	13%	11%	12%	12%	12%
	A contacté un officiel d'un parti politique	16%	14%	-	13%	14%
7	A contacté un chef religieux	44%	40%	39%	-	37%
	A contacté un chef traditionnel	30%	21%	21%	-	26%
7	A participe à une manifestation ou une marche de protestation	15%	14%	13%	10%	9%

Questions posées aux répondants::

- Comment décririez-vous votre intérêt pour les affaires publiques? (% « très intéressés » ou « plutôt intéressés »)?
- Lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille, diriez-vous que vous discutez de questions politiques fréquemment, occasionnellement, ou jamais? (% « occasionnellement » ou « fréquemment »)
- Sachant que certaines personnes n'ont pas pu voter aux élections de [20XX], laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous? (% « a voté ») (N.B.: Exclut les répondants qui disent qu'ils n'avaient pas encore l'âge de voter)
- A présent, je vais vous lire une liste d'organisations ou de groupes auxquels les gens adhèrent ou participent. Pour chacun d'entre eux, pourriez-vous me dire si vous en êtes dirigeant, membre actif, simple adhérent, ou non-adhérent?
- Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens quand ils ne sont pas satisfaits de la performance du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois. (% « une ou deux fois », « plusieurs fois », ou « souvent »)
- Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes au sujet d'un problème important ou pour lui donner votre point de vue sur des questions? (% « une fois seulement », « quelques fois », ou « souvent »)¹⁰
- Voici une liste d'actions que les gens mènent parfois en tant que citoyens quand ils ne sont pas satisfaits de la performance du gouvernement. Pour chacune d'entre elles, veuillez me dire si vous avez personnellement effectué une de ces actions au cours des 12 derniers mois. ¹¹(% « une ou deux fois », « plusieurs fois », ou « souvent »)

⁹ En 2002/2003, le texte de la question était: « Voici une liste d'actions que les citoyens entreprennent souvent en tant que citoyens. Pour chacune d'elles, dites-moi si vous, personnellement, avez entrepris au cours de l'année écoulée: Discuter la politique avec des amis ou des voisins? »

¹⁰ Le texte de la question réfère au « fonctionnaire dans un ministère du gouvernement » avant 2008/2009 et aux « chefs traditionnels » avant 2014/2015.

¹¹ Dans le Round 6 (2014/2015), le texte de la question précise « quand [les citoyens] sont insatisfaits de la performance du gouvernement ».

Tableau A.5: Statut d'emploi | par profession | 18 à 35 ans | 2014/2015

	Pas employé (ni en quête d'emploi)	Pas employé (et en quête d'emploi)	Employé à temps partiel	Employé à temps plein	Total
Étudiant	33%	21%	3%	2%	19%
Agriculture/pêche/sylviculture	20%	11%	20%	16%	16%
N'a jamais eu un emploi	12%	26%	1%	1%	12%
Femme/homme au foyer	18%	10%	3%	1%	10%
Trader/colporteur/fournisseur	7%	7%	15%	11%	9%
Ouvrier non qualifié	2%	10%	18%	9%	8%
Artisan ou ouvrier qualifié	3%	5%	13%	15%	7%
Semi-professionnel	1%	1%	6%	17%	5%
Vente au détail/boutique	1%	3%	8%	7%	4%
Clerc ou secrétariat	0%	1%	2%	5%	2%
Haut niveau professionnel	0%	0%	2%	6%	2%
Services de sécurité	0%	1%	2%	4%	1%
Superviseur/contremaître/manager senior	0%	0%	1%	2%	1%
Autre	1%	3%	6%	4%	3%

Question posée aux répondants: Quelle est votre principale occupation? (Si chômeur, retraité, ou invalide:) Quelle était votre dernière occupation?

Tableau A.6: Les normes de citoyenneté | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015

	Toujours	Ne le fait que s'il le souhaite	Jamais	Ne sait pas
Voter aux élections	78%	20%	2%	1%
Payer les impôts dont il est redevable à l'état	72%	17%	7%	3%
Se plaindre aux autorités gouvernementales lorsque les services publics sont de mauvaises qualités	58%	34%	7%	2%
Se mettre d'accord avec la majorité des gens en matière de politique	34%	48%	15%	4%
Demander à des dirigeants élus une assistance personnelle comme une aide pour les frais de scolarité ou les dépenses de funérailles	33%	45%	19%	2%
Éviter de critiquer le gouvernement	30%	38%	29%	3%

Questions posée aux répondants: Pour chacune des actions suivantes, veuillez me dire si il vous plaît si vous pensez que c'est quelque chose qu'un bon citoyen dans une démocratie doit toujours faire, ne doit jamais faire, ou le fait seulement s'il le souhaite.

Tableau A.7: Surveillance des électeurs sur les dirigeants élus | par âge | 35 pays
| 2014/2015

	Conseillers locaux	Président	Députés	Moyenne
Les électeurs devraient les tenir responsables	40%	40%	36%	39%
Le Parlement/les élus locaux devraient les tenir responsables	23%	31%	17%	24%
Le président/gouvernement devrait les tenir responsables	18%	12%	30%	20%
Leur parti politique devrait les tenir responsables	12%	10%	10%	11%
Je ne sais pas qui devrait les tenir responsables	5%	6%	5%	6%
Personne ne devrait les tenir responsables	1%	2%	1%	1%

Questions posées aux répondants: Qui devrait être responsable de s'assurer qu'une fois élu(s): Les députés à l'Assemblée Nationale font leur travail ? Les conseillers communaux font leur travail? Le président de la République fait son travail?
(N.B.: Ces questions n'ont pas été posées au Swaziland. La question sur les membres du Parlement n'a pas été posée en Namibie.)

Tableau A.8: Type de contact avec les dirigeants politiques et communautaires
| par région | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015

	Nous y sommes allés...		Pour discuter de...	
	En groupe	Seul	Problème communautaire	Problème personnel
Afrique de l'Ouest	58%	39%	59%	38%
Afrique Australe	54%	45%	54%	44%
Afrique Centrale	50%	47%	50%	47%
Afrique de l'Est	47%	53%	48%	52%
Afrique du Nord	37%	61%	41%	57%
Moyenne	52%	46%	53%	45%

Question posée aux répondants: La dernière fois que vous aviez rencontré des [leaders politiques ou communautaires], étiez-vous allé: Seul ou en groupe? Pour discuter d'un problème de la communauté ou un problème personnel? (N.B.: Exclut les répondants qui n'ont pas eu contact avec l'un des six types de dirigeants)

Tableau A.9: L'intérêt et la discussion autour de la politique | par sexe | 18 à 35 ans
| 36 pays | 2014/2015

	Très/plutôt intéressé			Discutent politiques fréquemment/occasionnellement		
	Hommes	Femmes	Différence (point de %)	Hommes	Femmes	Différence (point de %)
Afrique du Sud	59%	52%	7	76%	70%	6
Algérie	48%	43%	5	68%	57%	11
Bénin	63%	38%	25	85%	64%	21
Botswana	69%	61%	8	75%	65%	10
Burkina Faso	66%	51%	15	74%	46%	27
Burundi	58%	45%	13	71%	42%	29
Cameroun	51%	44%	7	78%	67%	11
Cap-Vert	58%	52%	7	61%	52%	9
Côte d'Ivoire	33%	18%	14	67%	56%	11
Égypte	76%	61%	16	77%	61%	16
Gabon	42%	26%	17	85%	72%	14
Ghana	62%	49%	13	73%	58%	15
Guinée	59%	42%	17	66%	46%	20
Ile Maurice	62%	40%	22	75%	54%	21
Kenya	56%	40%	16	72%	59%	13
Lesotho	63%	57%	7	74%	70%	4
Libéria	55%	46%	9	67%	56%	11
Madagascar	65%	42%	23	70%	47%	23
Malawi	78%	66%	12	84%	68%	15
Mali	70%	50%	20	79%	61%	18
Maroc	62%	45%	18	75%	58%	18
Mozambique	58%	54%	4	62%	57%	5
Namibie	66%	58%	8	76%	63%	13
Niger	66%	49%	17	88%	80%	8
Nigéria	65%	53%	12	91%	76%	15
Ouganda	71%	65%	6	70%	62%	8
São Tomé et Príncipe	49%	50%	-1	72%	71%	1
Sénégal	65%	51%	14	89%	79%	10
Sierra Leone	56%	48%	8	73%	51%	23
Soudan	57%	48%	9	66%	58%	8
Swaziland	55%	44%	11	64%	55%	9
Tanzanie	56%	36%	20	67%	49%	18
Togo	48%	40%	7	70%	52%	18
Tunisie	66%	82%	-15	70%	82%	-12
Zambie	63%	53%	10	66%	62%	5
Zimbabwe	56%	43%	13	74%	66%	8
Afrique de l'Ouest	58%	45%	13	76%	60%	15

Afrique de l'Est	61%	47%	13	70%	54%	17
Afrique Australe	63%	52%	11	72%	62%	11
Afrique du Nord	62%	53%	9	71%	61%	10
Afrique Centrale	48%	40%	8	78%	70%	8
Moyenne	60%	48%	12	74%	61%	13

Questions posées aux répondants:

1. Comment décririez-vous votre intérêt pour les affaires publiques? (% « très intéressés » ou « plutôt intéressés »)
2. Lorsque vous êtes avec vos amis ou votre famille, diriez-vous que vous discutez de questions politiques fréquemment, occasionnellement, ou jamais? (% « occasionnellement » ou « fréquemment »)

Tableau A.10: vote lors des dernières élections | par sexe | 18 à 35 ans | 36 pays | 2014/2015

	Hommes	Femmes	Différence entre les sexes (%)
Afrique du Sud	66%	68%	-3
Algérie	37%	34%	3
Bénin	83%	80%	3
Botswana	58%	57%	2
Burkina Faso	62%	60%	1
Burundi	83%	84%	-1
Cameroun	52%	46%	6
Cap-Vert	70%	77%	-7
Côte d'Ivoire	48%	45%	2
Égypte	68%	69%	-1
Gabon	39%	32%	7
Ghana	80%	78%	2
Guinée	79%	83%	-4
Ile Maurice	86%	80%	6
Kenya	79%	72%	7
Lesotho	68%	71%	-2
Libéria	76%	69%	7
Madagascar	72%	64%	8
Malawi	75%	78%	-3
Mali	69%	67%	2
Maroc	35%	38%	-3
Mozambique	77%	70%	8
Namibie	69%	70%	-1
Niger	76%	75%	1
Nigéria	63%	54%	10
Ouganda	71%	64%	6
São Tomé et Príncipe	79%	80%	-1
Sierra Leone	70%	74%	-4
Soudan	42%	39%	3
Swaziland	67%	66%	2
Tanzanie	67%	61%	6
Togo	78%	80%	-2
Tunisie	51%	40%	11
Zambie	64%	51%	13
Zimbabwe	64%	61%	2
Moyenne	66%	64%	2

Question posée aux répondants: Sachant que certaines personnes n'ont pas pu voter aux élections de [20XX], laquelle des affirmations suivantes est vraie pour vous: Vous avez voté? (% « oui »)
(N.B.: Ceci exclut les répondants qui n'étaient pas en âge de voter.)

Autres rapports globaux au titre du Round 6

- **Par où commencer? Concilier les ODDs avec les priorités des citoyens.** Bentley, T., Olapade, M., Wambua, P., & Charron, N. (2015). Dépêche No. 67 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad67-par-ou-commencer-concilier-les-objectifs-de-developpement-durable-et-les-priorites>.
- **Malgré un certain progrès, les infrastructures de base demeurent un défi en Afrique.** Mitullah, W. V., Samson, R., Wambua, M. De P., & Balongo, S. (2016). Dépêche No. 67 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad69-malgre-un-certain-progres-les-infrastructures-de-base-demeurent-un-defi-en-afrique>.
- **Dividende de la croissance en Afrique? La pauvreté vécue décroît en Afrique.** Mattes, R., Dulani, B., & Gyimah-Boadi, E. (2016). Synthèse de Politique d'Afrobaromètre No. 29. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/pp29-dividende-de-la-croissance-la-pauvrete-vecue-decroit-en-afrique>.
- **Bons voisins? Les Africains démontrent un sens élevé de la tolérance envers beaucoup, mais pas tous.** (2016). Dépêche No. 74 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/D%C3%A9p%C3%AAtes/ab_r6_dispatchno74_tolerance_en_afrique_fre1.pdf.
- **Hors réseau ou « marche-arrêt »: La majorité des Africains manquent d'électricité fiable.** Dépêche No. 75 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad75-hors-reseau-ou-marche-arret-la-majorite-des-africains-manquent-deelectricite-fiable>.
- **Manque d'eau propre, d'assainissement favorise l'insatisfaction avec les performances gouvernementales.** (2016). Dépêche No. 76. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad76-manque-deau-propre-dassainissement-favorise-linsatisfaction-avec-les-performances>.
- **En dépit des progrès, les soins de santé demeurent une haute priorité des Africains.** Synthèse de Politique No. 31 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/pp31-sante-demeure-priorite-en-afrique>.
- **Le soutien franc du public à leur rôle de « veilleur » conforte les médias africains sous attaque.** Dépêche No. 85 d'Afrobaromètre. Disponible à http://afrobarometer.org/fr/publications/ad85-medias-en-afrique-afrobarometre_2016.
- **Intégration régionale en Afrique: Un soutien public plus ferme pourrait-il transformer les discours en actes?** Dépêche No. 91 d'Afrobaromètre. Disponible à <http://afrobarometer.org/fr/publications/ad91-integration-regionale-en-afrique-un-soutien-public-plus-ferme-pourrait-il>.

AFRO



BAROMÈTRE

DONNER UNE VOIX AU PEUPLE



Rorisang Lekalake est le chef adjoint de projet d'Afrobaromètre pour la région Afrique Australe, basé à l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) à Cape Town, en Afrique du Sud.

E. Gyimah-Boadi est directeur exécutif d'Afrobaromètre et du Center for Democratic Development, Ghana.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Les dons aident le projet Afrobaromètre à donner la parole aux citoyens africains. S'il vous plaît envisagez faire une contribution (sur www.afrobarometer.org) ou contactez Aba Kittoe (akittoe@afrobarometer.org) pour discuter du financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.

Suivez-nous sur Facebook et Twitter @Afrobarometer. Suivez nos rapports globaux sur #VoicesAfrica sur Twitter et Facebook.

Photo de couverture: Les étudiants lèvent les mains pour montrer qu'ils sont venus dans la paix lors d'une manifestation contre l'augmentation des frais de scolarité, en octobre 2015, à l'Université de Cape Town, Afrique du Sud. Adapté d'une photographie par Myolisi - Own work, CC BY-SA 4.0, <https://commons.wikimedia.org/w/index.php?curid=44415562>.

Infographie réalisé par Lulu Kitololo Studio

Contact: rlekalake@afrobarometer.org
gyimah@cddgh.org